



Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Mars 2021

POLOGNE	1
HONGRIE.....	8
REPUBLIQUE TCHEQUE.....	14
LETTONIE.....	17
LITUANIE.....	18
ESTONIE.....	19

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,4 PLN

Nominations

- Le 30 mars M. Marcin Trela a été nommé au poste de vice-président de l'Office du Transport Ferroviaire (UTK). Il a pris ses fonctions le 1^{er} avril. Depuis 2013 Trela était directeur du département juridique de l'Office.

Climat/Environnement

- Le 18 mars, le ministre polonais du Climat et de l'Environnement, Michal Kurtyka, a adressé une lettre à la Commission européenne afin de lui demander de se pencher sur le fonctionnement du système d'échange de quotas d'émission de l'UE à la suite de la récente forte hausse des prix du carbone. « *Compte tenu des préoccupations de nos entrepreneurs (face à l'augmentation des prix des quotas d'émission) ainsi que de l'objectif de l'ETS (...), la Pologne demande à la Commission européenne d'enquêter sur cette affaire et de prendre les mesures appropriées, notamment en modifiant l'ETS et d'autres directives* », écrit ainsi le ministre polonais. Selon M. Kurtyka, « *la forte volatilité des prix des quotas de l'UE et la nécessité qui en résulte de mettre constamment à jour les prévisions de prix ont un impact négatif sur la planification du processus d'investissement* » et risque d'entraver la transition vers une économie décarbonée. De plus, le 24 mars, les premiers ministres des pays du V4 et de la Bulgarie ont adressé une lettre à la présidente de la Commission et au président du Conseil européen sur la différenciation des objectifs de réduction de CO₂ pour les secteurs qui ne sont pas couverts par le système ETS. La lettre vise à attirer l'attention sur le risque de précarité énergétique grandissant dans les Etats à faible revenu.
- Le 6 mars le Ministère du climat et de l'environnement a signé une annexe au plan de gestion forestière de la forêt primaire de Białowieża autorisant de nouvelles coupes d'arbres « *qui devraient commencer au mois de septembre* ». Selon le ministère la nouvelle annexe est conforme à la décision de la Cour de justice de l'Union Européenne du 17 avril 2018. Les ONG et les biologistes critiquant la signature de la nouvelle annexe soulignent que l'UNESCO s'y est déclaré défavorable.

Déchets

- La Commission européenne s'apprête à autoriser sous conditions le rachat par l'allemand Schwarz des activités de collecte et de tri des déchets du français Suez dans quatre pays européens, rapporte l'agence Reuters, citant deux sources proches du dossier. Suez avait annoncé à la mi-septembre mener des discussions exclusives avec PreZero, filiale de Schwarz, en vue de la cession de ses activités de recyclage et valorisation aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Allemagne et en Pologne. Contactée par l'agence Agefi-



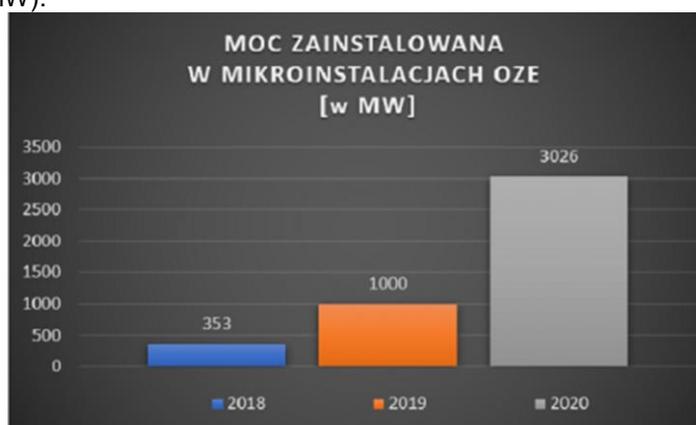
Dow Jones, une porte-parole de la Commission européenne n'a pas commenté ces informations, rappelant que la date butoir pour l'examen de ce rachat était fixée au 14 avril.

Qualité de l'air

- La ville la plus polluée d'Europe se trouve en Pologne. C'est le résultat de l'étude de la société suisse IQAir publiée mi-mars. Cette ville, Orzesze se trouve au cœur de la Silésie, bassin minier de la Pologne où pour se chauffer, de nombreux habitants brûlent encore du charbon de mauvaise qualité, des déchets, voire du plastique au détriment de leur santé.
- L'amendement de la loi sur la protection de l'environnement adoptée le 24 mars par le Senat polonais et étant la proposition des sénateurs de la Coalition Civique prévoit que chaque année l'Etat allouerait 0,5% du PIB à la lutte contre la pollution de l'air. De plus, le document envisage la mise en place du Fonds de la Protection de l'Air sous la tutelle du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*).

ENR

- Selon un rapport de l'Office de la Régulation de l'Energie, la puissance installée dans les micro-installations ENR a été multipliée par près de dix en trois ans. La quantité totale d'électricité introduite dans le réseau électrique par les micro-installations en 2020 était de 1,15 TWh. C'est plus de trois fois plus qu'en 2019. Près de 98,5 % de cette énergie a été produite par des prosommateurs dans des installations photovoltaïques. Le taux de croissance du volume d'électricité produit dans toutes les micro-installations en 2019/2018 était d'environ 122 %, tandis qu'en 2020/2019, il était déjà proche de 211 %. Le graphique ci-dessous présente l'augmentation de la capacité installée dans les micro-installations ENR entre 2018-2020 (en MW):



source : *cire.pl*

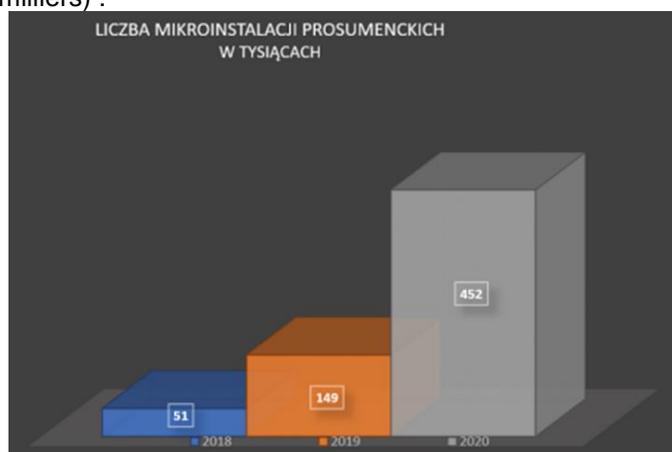
Le graphique ci-dessous présente la quantité d'électricité introduite dans le réseau de distribution par l'ensemble des micro-installations entre 2018-2019 :



source : *cire.pl*



Le graphique ci-dessous présente l'augmentation du nombre de micro-installations de prosommateurs entre 2018 et 2020 (en milliers) :



source : *cire.pl*

- Le photovoltaïque est appelé à jouer un rôle clé dans la réduction de l'empreinte carbone de la société PKP. L'entreprise a signalé qu'elle était active dans le domaine du photovoltaïque, non seulement en installant de systèmes PV, mais aussi en menant des travaux de recherche et de développement. Parmi les gares actuellement modernisées dans le cadre du Programme d'investissement dans les gares, 35 % seront équipées de panneaux photovoltaïques. Cette année, des panneaux photovoltaïques seront installés sur 500 sous-stations appartenant à PKP Energetyka, et les plans ultérieurs prévoient la construction de plusieurs centaines de centrales photovoltaïques et éoliennes. Des dispositifs permettant de récupérer l'énergie générée par les véhicules ferroviaires lors du freinage seront également introduits. PKP Intercity investit également dans des solutions liées à l'efficacité énergétique. 17 stations de stationnement du transporteur seront équipées d'installations photovoltaïques.
- Le 30 mars 2021, le ministre du Climat et de l'Environnement a signé le règlement sur le prix maximum de l'électricité éolienne offshore introduite dans le réseau. Ce prix a été fixé à 72,6 €/MWh. Il constitue la base de calcul pour définir le droit à la couverture du solde négatif dans la phase I du système de soutien, c'est-à-dire la différence entre le prix de marché de l'énergie et le prix permettant aux opérateurs de couvrir les coûts de production d'électricité en mer.
- Les fermes éoliennes de Tauron ont produit environ 970 GWh d'électricité en 2020, soit une augmentation de 40% par rapport à l'année précédente.

Energie

Politique énergétique

- Une commission chargée des aspects sociaux de la transition énergétique propre (The International Energy Agency Global Commission on People-Centred Clean Energy Transitions) a été créée par l'Agence internationale de l'énergie en janvier de cette année. Elle vise à mettre en œuvre la transition énergétique tout en limitant ses impacts négatifs sur les citoyens. Le ministre du climat et de l'environnement, Michał Kurtyka a participé à la première réunion de la commission, qui s'est tenue le 15 mars 2021. Il a présenté le contexte social de la transition polonaise vers une économie à faibles émissions. « En parlant de transformation juste, nous ne devons pas oublier le concept de solidarité, qui est parfaitement reflété dans la déclaration signée à Katowice lors de la COP24. Dans ce contexte, la solidarité est la base d'une transformation juste, qui devrait reposer sur cinq piliers : 1) la création de nouveaux emplois, 2) les nouvelles technologies et leur mise en œuvre, 3) le financement durable, 4) la protection des plus pauvres, et 5) le partage des nouvelles technologies et des meilleures pratiques », a déclaré le ministre.

Nucléaire

- Westinghouse Electric Company a annoncé son intention d'investir dans les technologies nucléaires en Pologne - a déclaré la société dans un communiqué de presse. Le 16 mars, Patrick Fragman, PDG de Westinghouse, a rencontré Piotr Naimski, secrétaire d'État et plénipotentiaire du gouvernement pour les infrastructures énergétiques stratégiques. « Cette réunion est liée à la mise en œuvre de l'accord intergouvernemental polono-américain, qui prévoit la préparation d'une proposition pour le gouvernement polonais. Westinghouse prépare la partie technique de la proposition et dispose de 12 mois pour le faire. » – a déclaré Naimski. Westinghouse a annoncé que si elle devenait un partenaire du programme nucléaire



polonais, elle jouerait un rôle actif dans le développement de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, qui devrait générer plus de 2 000 emplois en Pologne.

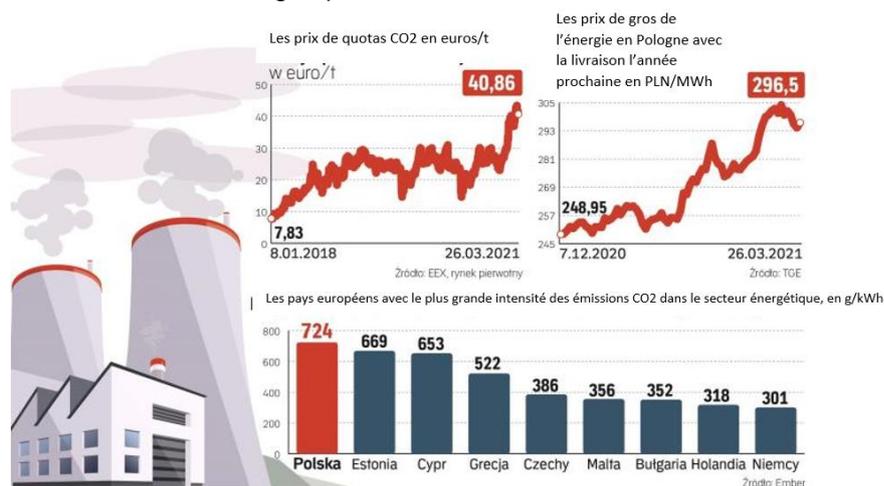
- PGE a vendu au Trésor public ses parts dans PGE EJ 1, qui prépare le premier investissement dans une centrale nucléaire en Pologne. L'accord de vente a été signé par toutes les entités détenant des parts dans PGE EJ 1. PGE détenait 70 % des parts, tandis qu'Enea, KGHM Polska Miedź et Tauron Polska Energia détenaient chacune 10 % des parts de la société. Le prix de toutes les actions de PGE EJ 1 s'est élevé à 531,36 MPLN (120,7 M€), dont 371,95 MPLN (85,5 M€) pour PGE. L'achat par le Trésor public de 100 % des actions de PGE EJ 1, est un élément de préparation à la mise en œuvre du programme polonais nucléaire - a commenté Piotr Naimski, plénipotentiaire du gouvernement pour les infrastructures énergétiques stratégiques.

Charbon

- PGE n'entreprendra pas la construction de la mine de lignite de Złoczew, qui prolongerait la durée de vie de la centrale électrique de Bełchatów. Le gisement de Złoczew restera dans la réserve énergétique de la Pologne - a déclaré Wojciech Dąbrowski, PDG de la société.

Electricité / Chauffage

- Les entreprises du secteur énergétique mettent en garde contre la hausse rapide du prix des quotas d'émission de CO₂, qui pourrait entraîner la fermeture incontrôlée de centrales électriques au charbon et une forte augmentation des importations d'électricité. Le graphique ci-dessous présente les prix de quotas CO₂, les prix de gros de l'énergie en Pologne et les pays européens avec la plus grande intensité d'émissions CO₂ dans le secteur énergétique :



source : Rzeczpospolita, TGE, Ember

- En mars, PGE Energia Ciepła et Zespół Elektrociepłowni Wrocławskich ont gagné l'appel à candidature pour la prime individuelle de cogénération pour la vente de l'électricité produite dans de nouvelles unités de cogénération ou dans des unités significativement modernisées d'une capacité installée d'au moins 50 MW. La quantité maximale d'électricité pouvant faire l'objet de la prime était de 72 TWh, tandis que la valeur maximale de la prime s'élevait à 1,95 Md€. Au total, le montant de la prime s'élèvera à plus de 212 M€ pour près de 18 TWh d'électricité produite dans le cadre du processus de cogénération à haut rendement.
- Le think tank Forum Energii vient de publier la quatrième édition du rapport « Transition énergétique en Pologne ». Selon le rapport, en 2020, pour la première fois dans l'histoire, la part de charbon dans le mix de production d'électricité était inférieure à 70 %. <https://www.forum-energii.eu/pl/analizy/transformacja-2021>
- Un peu plus d'un an après la suspension de la construction de la centrale au charbon à Ostrołęka, la démolition de la structure en béton de la tour de refroidissement et des pylônes a commencé. Le nouveau bloc au charbon devait coûter environ 1,36 Md€. Si des circonstances défavorables n'apparaissent pas, l'adaptation aux besoins de la future construction de la centrale électrique à gaz à Ostrołęka sera achevée au second semestre 2021, a déclaré vendredi Energa, un des investisseurs du projet.
- Selon les données de l'Office de la Régulation de l'Energie, en 2020 le prix de vente moyen de la chaleur produite à partir du charbon était le plus élevé depuis 11 ans. Le graphique ci-dessous présente les prix de vente moyens de la chaleur en 2020 produite dans les unités de production appartenant à des



entreprises de chauffage agréées en fonction de sources (charbon en bleu, huile de chauffage en gris, gaz en orange et ENR en jaune) :



source : *cire.pl*

- Le ministère du climat va autoriser les entreprises de chauffage à tenir compte de la hausse exponentielle du coût du CO₂ dans leurs tarifs, selon un projet de règlement du Ministère du climat et de l'environnement.

Gaz / Pétrole

- PKN Orlen a conclu un contrat de livraison de pétrole avec la société américaine ExxonMobil. Le contrat a été signé pour un an. Dans le cadre du contrat, environ 1 Mt de pétrole doit être livré aux raffineries situées en Pologne, en République tchèque et en Lituanie. Il s'agit du premier dans l'histoire de la Pologne contrat à terme pour la livraison de pétrole américain. PKN Orlen a également signé un nouveau contrat de deux ans avec Rosneft. Le volume du contrat avec le fournisseur russe a été réduit par rapport au précédent - de 5,4-6,6 à 3,6 Mt.
- Dans la dernière version du Plan national décennal de développement du réseau de transport de gaz, l'opérateur des gazoducs Gaz-System prévoit une augmentation de 60 % de la demande de gaz en Pologne. La consommation devrait augmenter le plus dans le secteur électro-énergétique.

Transport

Ferroviaire

- Les tarifs pour l'accès à l'infrastructure ferroviaire en gestion par PKP PLK ne changent pas pour la grille d'horaire 2021/2022. Initialement, le gestionnaire avait présenté pour validation par le président de l'Office du Transport Ferroviaire (UTK) la nouvelle tarification qui prévoyait une augmentation de 2,4% pour les opérateurs de fret et de 8, 7% pour les opérateurs de transport de passagers. Suite aux protestations des opérateurs, PKP PLK a finalement retiré sa proposition des taxes plus élevées.
- PESA, le plus grand fabricant polonais du matériel roulant appartenant au Fonds Polonais pour le Développement (PFR) travaille sur le prototype d'une locomotive à hydrogène qui pourrait être présentée cette année.
- PKP Intercity (PKP-IC), opérateur de voyageurs longue distance, a terminé un dialogue technique avec des producteurs du matériel roulant afin de préparer un appel d'offres pour la livraison des 38 rames à étage de type push-pull et des 45 locomotives multi-systèmes adaptées à une vitesse de 200 km/h qui pourrait être lancé au milieu de l'année 2021.

Urbain

- Dans le cadre d'un appel d'offres public lancé par le ministère roumain des travaux publics, du développement et de l'administration, le groupe CAF, par le biais de sa filiale Solaris, a été choisi pour la fourniture de 123 e-bus destinés à sept villes roumaines. La valeur totale du contrat est d'environ 65 M€. Solaris fournira des bus électriques Urbino de 12 m aux villes roumaines de Iasi, Sibiu, Sighetu Marmatiei, Suceava, Târgu Mures et Pitesti. Le contrat prévoit des délais de livraison différents pour ces unités en fonction de chaque destination, cependant, toutes les commandes doivent être achevées avant la fin de l'année 2022. Outre les véhicules eux-mêmes, le contrat prévoit également la fourniture de l'infrastructure de charge nécessaire aux unités, à savoir 123 chargeurs enfichables de 40 kW et 36 chargeurs à



pantographe de 300 kW. Cet appel d'offres était l'un des plus importants en termes de volume pour les bus électriques, parmi ceux en cours en Europe. Ce contrat s'ajoute à d'autres contrats importants pour ce type de véhicules attribués à Solaris au cours des derniers mois, notamment la livraison de 130 autobus articulés Solaris Urbino 18 pour l'opérateur MZA Warszawa de Varsovie, 90 autobus électriques Urbino 12 pour l'opérateur Berliner Verkehrsbetriebe de Berlin, et la fourniture de 140 autobus électriques Urbino 12 en Italie pour ATM Milano.

La filiale du groupe CAF a clôturé l'année écoulée en étant le plus grand fabricant de bus urbains électriques en Europe, avec une part de marché de 20 %. En 2020, l'entreprise a livré un total de 457 autobus électriques de 12 et 18 m, ce qui représente une multiplication par trois du nombre d'unités par rapport à celles livrées l'année précédente. En 2020 Solaris a réussi à battre des records tant au niveau de ses ventes annuelles que du nombre de véhicules, où elle a atteint 1 560 unités vendues, ce qui souligne la croissance significative du segment des bus à émissions faibles ou nulles. Ainsi, le poids dans le carnet de commandes de ce type de véhicules, qui comprend à la fois les véhicules hybrides, les e-bus et les trolleybus, a connu une forte croissance ces dernières années. Ainsi, alors qu'en 2018, il représentait 29 % de tous les véhicules vendus, ce pourcentage est passé à 40 % en 2019, une tendance qui s'est poursuivie cette dernière année, où le nombre de véhicules à énergies alternatives a atteint 44 % des ventes, le tout en cohérence avec la stratégie que le Groupe CAF développe dans ce domaine ces dernières années.

- Dans le cadre de la réalisation du « Programme pour la Silésie », le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) cofinancera l'achat de 43 bus électriques et de 34 bornes de recharge pour la voïévodie de Silésie. L'investissement dont la valeur s'élève à plus de 31 M€ bénéficiera aussi des fonds européens provenant du programme régional opérationnel pour la Silésie.
- Une nouvelle possibilité de paiement oculaire pour l'achat de billets périodiques et pour la régularisation d'une amende a été introduite dans le bureau de services pour passagers de la société MPW Wrocław qui gère les transports en commun de la ville de Wrocław. Au total, cette solution serait déjà utilisée dans 120 emplacements de la ville et de ses alentours, notamment dans des magasins de produits alimentaires, stations-essences ou restaurants.

Routier

- Le président Andrzej Duda a signé le 5 mars l'amendement du code de la route visant à améliorer la sécurité des piétons. Le texte amendé donne la priorité au piéton s'engageant dans la traversée d'un passage piéton et non seulement – comme c'était le cas jusqu'à présent – au piéton se trouvant déjà sur le passage. La nouvelle réglementation porte aussi sur la distance de sécurité entre véhicules, et entrera en vigueur le 1^{er} juin 2021.

Aérien

- En 2020 la compagnie aérienne LOT a enregistré une hausse de 61% dans le transport cargo réalisé avant tout par les avions Dreamliner. Pour rappel, la compagnie a participé au projet '*CargodlaPolski*' (le cargo pour la Pologne) qui, suite à la pandémie, se concentrait sur le transport des produits médicaux.
- Le 31 mars la LOT a lancé la procédure de sélection des candidats au poste de vice-président commercial et opérationnel.
- Le 24 mars la LOT a opéré pour la première fois en deux ans un vol commercial en Boeing 737 MAX 8, entre Varsovie et Oslo. LOT avait reçu cinq des quinze MAX 8 attendus (configurés pour accueillir 20 passagers en classe Affaires et 166 en Economie contre 18+166 dans ses 737-800) quand toutes ces machines de Boeing ont été clouées au sol de par le monde, suite à deux accidents ayant fait 346 victimes chez Lion Air puis Ethiopian Airlines.

Maritime

- Le port de Gdańsk a terminé l'année 2020 avec une hausse de 2,9% des transbordements par rapport à 2019 et est le seul port polonais qui a eu un résultat positif. Malgré un ralentissement économique mondial dû à la pandémie, le port continue à réaliser des investissements infrastructurels dont la valeur s'élève à 0,9Md€.
- Le port de Gdansk recherche un investisseur pour le plus grand opérateur universel du port intérieur - Port Gdański Eksploatacja S.A. PGE est le plus grand opérateur de transbordement, opérant sur les quais de la partie intérieure du port de Gdańsk et le quatrième opérateur en termes de transbordement dans toute la zone portuaire (la société opère sur plus de 89 ha).



Infrastructures

- La société CPK a ouvert les offres déposées dans le cadre des appels d'offres pour les projets préliminaires de huit tronçons des nouvelles lignes ferroviaires construites dans le cadre du projet de pôle multimodal Central. Les appels d'offres concernent la réalisation d'une étude technique, qui déterminera entre autres l'itinéraire des lignes. Il s'est avéré que la plupart des offres soumises sont nettement supérieures aux estimations de coûts. Selon le représentant de l'une des entreprises, les prix sont beaucoup plus élevés que les estimations de coûts, car CPK transfère une partie du risque aux concepteurs. Les coûts seraient accrus par le fait qu'un grand nombre de communes protestent contre le tracé des voies. Il serait difficile de trouver un itinéraire sans conflit. Parmi les offres ouvertes, il y a celle concernant une étude technique pour la partie la plus importante du volet ferroviaire : le nœud ferroviaire où convergeront de nouvelles lignes. Trois entités sont en concurrence pour ce contrat, dont le consortium composé d'Egis Poland, d'Egis Rail et de Jaf-Geotechnika. C'est le seul à déposer une offre qui ne dépasse pas le budget du projet.
- Depuis une dizaine d'années, les réglementations polonaises relatives à la réalisation des investissements soutenus par les fonds de l'UE sont en conflit avec les réglementations environnementales européennes. La Commission européenne remet en question ces lois dites « spéciales ». Visant à sécuriser des investissements estimés comme stratégiques pour le pays, elles rendent impossible la suspension des investissements même si l'évaluation des incidences sur l'environnement est remise en question. La Commission européenne, qui demandait leur modification depuis une quinzaine d'années et a commencé de faire pression il y a deux ans, exige maintenant des rectifications immédiates sous menace de suspendre ou retirer les subventions. Depuis le début du mois de mars, aucun permis de construire n'aurait dû être délivré ni aucuns travaux n'auraient dû commencer dans le cadre de projets subventionnés par l'UE si leur conformité avec la législation environnementale de l'UE a été contestée. La Pologne pourrait perdre des milliards d'euros de subventions européennes (plus de 10 Md€ pour les investissements du secteur ferroviaire) si les investissements infrastructurels incompatibles avec la législation européenne en matière d'environnement ne sont pas stoppés et ajustés. La valeur des investissements ferroviaires soutenus par fonds européens, contre lesquels la Commission européenne porte des accusations liées aux réglementations environnementales s'élève à 12,5 Md€. Les allégations de la Commission européenne concernant la construction de routes comprennent des investissements d'une longueur totale de 1 100 kilomètres, d'une valeur d'environ 3,86 Md€. Après près de deux ans de préparations et de nombreux amendements au projet de nouvelle réglementation, le Conseil des ministres en a adopté la version finale en février 2021. Adoptée par la Diète, elle attend encore la validation par le Sénat et la signature du président. Il est possible que les changements exigés par la CE prennent effet en mai. Ces évolutions de réglementation impacteront le secteur de la construction car il sera plus facile et plus efficace de faire appel des décisions environnementales, par exemple par des organisations écologiques ou des communautés locales ce qui risque de suspendre la réalisation de certains investissements.
- Comme l'informe Puls Biznesu, le bureau du procureur de Varsovie a ouvert une enquête sur des allégations de mauvaise gestion dans la réalisation d'investissements ferroviaires par PKP PLK. Les accusations concernent, entre autres, les contrats pour les lignes n° 1, n° 14, E75 Rail Baltica et GSM-R.
- Le groupe Egis souhaite racheter une partie des parts de l'aéroport de Modlin, près de Varsovie. Cette offre est soutenue par la collectivité locale de Mazovie, qui est l'un des quatre propriétaires de l'aéroport et détient actuellement 35,2% des actions de la société. Les parts restantes appartiennent à Nowy Dwór Mazowiecki (4,48 %), à l'Agence des biens militaires (32,04 %) et à Przedsiębiorstwo Porty Lotnicze PPL (28,28 %). « Nous sommes convaincus des possibilités de développement de cet aéroport, qui est situé près de Varsovie et dont le nombre de passagers est important. Leur nombre augmentera sensiblement d'ici huit à dix ans. Nous sommes intéressés à prendre des parts dans la société même dans la période actuelle difficile actuelle » a dit Anthony Martin de la société Egis. Il a estimé la valeur des investissements nécessaires dans l'aéroport dans un avenir proche à 10 M€.
- Depuis mi-mai, après la pause hivernale de trois mois, les travaux routiers se poursuivront sur 76 tronçons d'une longueur totale de plus de 970 km. En incluant les projets pour lesquels les contrats ont déjà été signés mais encore en phase de conception, 103 projets du Programme de construction des routes nationales couvrant un total de 1329 km sont actuellement en réalisation. En 2021, près de 390 km de voies express et d'autoroutes seront ouverts à la circulation. C'est presque trois fois plus par rapport à l'année dernière, où seuls 138 km avaient été réalisés. Cette année, les dépenses liées à l'exécution des contrats battront également des records, avec près de 227 M€ de plus que l'année dernière. « En 2021, nous prévoyons de consacrer environ 4,54 Md€ aux infrastructures routières. Il s'agit du niveau le plus élevé de coûts dans les perspectives financières actuelles jusqu'à présent », a déclaré le vice-ministre des infrastructures Rafał Weber. Pour 2021, il est prévu d'annoncer des appels d'offres pour la construction de 347 km, dont 26 sections de 313 km dans le cadre du Programme de construction des routes nationales



et 6 sections de 34 km dans le cadre du programme des périphériques. Les travaux de construction sont moins coûteux. Au premier semestre 2020, le prix proposé par les contractants pour la construction d'un kilomètre de voie express a baissé d'environ 2,27 M€. Selon la Direction générale des routes nationales et des autoroutes, si l'année dernière la valeur moyenne des offres les moins chères était de 80,8 % du budget prévu, et la valeur moyenne de toutes les offres soumises était de 95,7 %, de janvier à mars 2021, dans les 20 appels d'offres annoncés, la valeur moyenne des offres les moins chères par rapport au budget était de 70,9 %, et la moyenne pour tous a diminué à 84,2 %.

- Les travaux de creusement de la presqu'île de la Vistule sont en cours. « *Le creusement de la presqu'île de la Vistule et la construction du Canal de navigation est un investissement stratégique pour notre pays. Ni l'épidémie ni l'hiver ne peuvent arrêter cette construction. Grâce à cela, nous pouvons envisager avec optimisme la suite du calendrier des travaux* » - a déclaré le ministre des infrastructures Andrzej Adamczyk. La longueur totale de la nouvelle voie navigable depuis le golfe de Gdansk jusqu'à Elblag, en passant par la lagune de la Vistule, est de près de 23 kilomètres, dont environ 2,5 kilomètres pour le tronçon comprenant l'écluse et le port extérieur ainsi que le poste de stationnement. Le canal, ainsi que l'ensemble de la voie navigable, aura une profondeur de 5 mètres.
- Au mois de mars, *Państwowe Gospodarstwo Wodne Wody Polskie*, gestionnaire national des eaux, a annoncé un appel d'offres pour l'élaboration de la documentation pour la construction d'un barrage sur la Vistule à Siarzewo, ainsi que pour l'obtention du permis pour l'investissement. Le coût maximal prévu de l'investissement est de 1 Md€. Le projet sera exécuté jusqu'en 2029, et les travaux de construction doivent commencer au tournant des années 2023 et 2024. Le nouveau barrage doit également produire de l'électricité. Selon le concept préliminaire, il y aura une centrale hydroélectrique d'une capacité allant jusqu'à 80 mégawatts. La centrale doit produire 315 gigawattheures d'énergie par an. La construction du barrage à Siarzewo suscite une forte opposition chez les organisations écologiques.

Electromobilité

- Le 1^{er} avril est entrée en vigueur la réglementation introduisant l'e-tarif pour les stations de rechargement visant à baisser les prix de recharge des véhicules électriques. Le ministère du climat et de l'environnement prépare aussi l'amendement de la loi sur l'électromobilité qui permettrait d'installer les stations de rechargement dans les bâtiments collectifs. Le texte prévoit également l'introduction obligatoire des zones à faibles émissions dans les villes de plus de 100 000 habitants avec le dépassement annuel de dioxyde d'azote. Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) offrirait un cofinancement allant jusqu'à 50% des coûts de construction des bornes de recharge des voitures électriques. Le cofinancement serait adressé avant tout aux stations de chargement rapide accessibles au public d'une puissance supérieure à 150 KW. Un budget de 182 M€ sera affecté à cette fin. Selon les données de l'Association polonaise des carburant alternatifs, à la fin de 2020, en Pologne, 18 875 véhicules électriques et hybrides étaient immatriculés ce qui constitue une hausse de 119% par rapport à 2019. Dans cette période le nombre de voitures électriques a augmenté de 3 683 pièces.

Bâtiment/Logement

- Le Ministère du développement, du travail et de la technologie a élaboré le programme «Initiatives de logement social» (*Spółeczne Inicjatywy Mieszkaniowe, SIM*). Jarosław Gowin, ministre du développement, du travail et de la technologie, affirme que ce que "*Mieszkanie Plus*" n'a pas réussi à accomplir, peut être réalisé par un autre programme de logement, à savoir SIM et une coopération étroite avec les collectivités locales. « *Notre modèle est le suivant : la municipalité investit dans la construction de logements par le biais de SIM et l'État fournit les fonds d'investissement. Tout d'abord, un montant non remboursable de 0,7 M€ pour la création de SIM. Deuxièmement, une subvention de Bank Gospodarstwa Krajowego égale à 35 % des coûts d'investissement. Troisièmement, les 10 % des coûts d'investissement seront financés par le Fonds gouvernemental de développement du logement* »- Jarosław Gowin a présenté les grandes lignes du programme.

HONGRIE

Fonds européens

- Un accord entre le secrétaire d'Etat chargé du développement de Budapest et de sa région, Balázs Fürjes, et la mairie de Budapest a été signé. Celui-ci prévoit la tenue de consultations régulières pour le financement de projets dans la capitale, grâce aux fonds européens. Budapest pourrait prétendre aux fonds européens à hauteur de 220 M€, mais le gouvernement a annoncé vouloir porter la subvention accordée à la ville à 8,26 Md€. 1,37 Md€ serait dédié au développement, à l'innovation et à l'enseignement supérieur,



4,13 Md€ iraient au développement des transports à Budapest et 500 Md HUF au développement des soins de santé (modernisation de centres médicaux, accompagnée de l'achat de matériel médical). Le développement des espaces verts recevrait 495 M€. Trois grands projets de la capitale seront en outre repris par le gouvernement. L'un concerne la rénovation de la rive du Danube à Pest entre le pont Margit et la place Fővám, l'autre est l'extension sud du réseau de tramway interconnecté à Buda et le troisième est l'extension d'un terminal de bus à Kelenföld. En contrepartie, la mairie n'augmenterait pas les impôts locaux pour compenser l'impact de la pandémie sur son budget.

- En 2020, la BEI a fourni 767 M€ en crédits et garanties en Hongrie (dont 10 M€ à l'aide du Fonds Européen d'Investissement). La BEI s'est particulièrement attelée à soutenir les PME fragilisées par la pandémie, ainsi que les dépenses budgétaires dans le domaine de la santé.
- Une étude du média indépendant G7 a montré que les villes dirigées par le Fidesz au pouvoir perçoivent nettement plus de subsides européens que celles gagnées par l'opposition en 2019. Alors que les villes gérées par le Fidesz sont plus riches, elles ont perçu en moyenne 124 € par habitant, contre 55 € pour les autres. Les villes Fidesz Székesfehérvár et Veszprém sont les plus favorisées (12 MdHUF pour la première soit 33 M€ pour 96 000 habitants). Salgótarján et Pécs sont les moins bien loties (Pécs obtient environ 187 000 € pour 142 000 habitants).
- La Hongrie a pour objectif d'augmenter sa part du financement Horizon de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation à 2,18% sur la période 2021-2027 (sur plus de 95 Md€), contre 0,6% lors du précédent cycle de financement. La Hongrie a mobilisé 365 M€ au cours du cycle précédent pour soutenir 1108 projets.

Énergie

Gaz et électricité

- D'après une étude du régulateur hongrois de l'énergie (MEKH) sur les prix du gaz naturel et de l'électricité pour les consommateurs résidentiels au sein de l'UE, ainsi qu'à Belgrade et à Londres, c'est en Hongrie que le prix moyen du gaz naturel est le plus bas (2,83 centimes d'euro par kWh), et ce n'est qu'à Belgrade que le prix de l'électricité est moins élevé qu'à Budapest où il s'établit à 10,46 centimes d'euro par kWh).
- Un appel d'offres sur l'installation des systèmes photovoltaïques pour les habitants est prévu cet été a annoncé Attila Steiner, secrétaire d'État pour les affaires européennes. Au total 87 000 familles menacées de « pauvreté énergétique » devraient recevoir des subventions : 70 000 pourront installer des panneaux solaires et 17 000 pourront bénéficier d'une subvention pour la modernisation de leur système de chauffage grâce au solaire thermique. Le budget de l'appel d'offres s'élève à 28,5 M€, et provient du Programme national de relance et de résilience hongrois, les détails seront connus dans les mois suivants. Le plan hongrois prévoit l'installation d'une capacité solaire supplémentaire de 1 100 MW. Aujourd'hui la capacité nationale de l'énergie solaire est de 2 000 MW, 13 fois plus qu'en 2018, ce qui équivaut à la capacité de la centrale nucléaire de Paks. La Hongrie a planifié de tripler ce niveau d'ici 2030, et de le multiplier par 6 d'ici 2040. Il est également prévu l'installation de panneaux solaires sur le toit de 200 000 foyers en 2035. Pour rappel, le plan d'action pour le climat et la protection de l'environnement hongrois prévoit de réduire de 10% les émissions de CO₂ issues de la production d'électricité d'ici 2030, et atteindre l'objectif de la neutralité climatique de l'UE d'ici 2050.
- Péter Kaderják, secrétaire d'Etat au Climat et à la Politique énergétique au sein du Ministère de l'Innovation et de la Technologie (MIT) jusqu'en janvier, a été brièvement nommé à la mi-mars Commissaire Ministériel chargé de la supervision de la stratégie sur les batteries. Son poste l'aurait amené à représenter les intérêts de la très importante filière « batteries électriques » hongroise auprès de l'UE et dans les forums internationaux. Il aurait également supervisé le développement de la zone industrielle d'Ivánca à 60 km au sud de Budapest. Cependant, 6 jours après sa nomination, le Ministre de l'Innovation et des Technologies, László Palkovics, l'a démis de ses fonctions sans avancer de raison particulière. La presse avance que Kaderják manquait d'appuis politiques, et n'était pas suffisamment « politisé » à l'approche des élections au printemps prochain. Cet expert dans le domaine de l'énergie, a été un membre fondateur du Fidesz et a dirigé l'autorité régulatrice de l'Energie (MEH) au début des années 2000.
- Opus Global (détenue par l'homme d'affaires proche du Premier ministre Orbán, Lőrinc Mészáros) a signé un accord sur l'achat de la moitié de l'Energy Holding auprès du groupe suisse MET, obtenant ainsi une participation de 49,6% dans le distributeur de gaz est-hongrois Tigáz. Opus détenait déjà les autres actions de Tigáz, ce qui lui permet de contrôler totalement le groupe. La transaction a été validée par l'autorité de la concurrence (GVH) à la fin du mois de mars. La nouvelle filiale devrait s'appeler Opus Tigáz Gázhálózat. Tigáz a réalisé 32 MdHUF de CA en 2019 et 2,3 MdHUF de bénéfice après impôts (resp. 88,1 M€ et 6,3 M€). En compensation, Opus a annoncé avoir vendu sa filiale Jarlene Energy à MET Holding. Jarlene



Energy est une société de développement de parcs solaires, elle détient un parc solaire de 77 MW à Buzsák.

- Opus Energy a signé un accord avec E.ON Hungária pour le rachat de 100% de l'opérateur du réseau électrique E.ON Tiszántúli Áramhálózati, opérant en Hongrie orientale, et dont le bénéfice après impôts s'élève à (14,6 M €). L'achat devrait être finalisé à l'automne.
- La sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel est un sujet majeur pour la Hongrie. La Hongrie bénéficiera de l'achèvement du gazoduc sud-européen qui la reliera d'une part à l'interconnexion entre la Bulgarie et la Grèce et d'autre part à celle avec la Serbie. La Hongrie pourrait compter sur le gaz provenant d'Azerbaïdjan à partir de 2023-24. Un accord a été également signé entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, pouvant permettre à la Hongrie d'accéder au gaz en provenance de Turkménistan. Dans le même temps, 90 millions de mètres cubes de gaz liquéfié en provenance des États-Unis sont arrivés au terminal de Krk sur la côte croate et seront livrés à la Hongrie.
- L'entreprise de construction Mészáros és Mészáros (membre du groupe Opus, proche du Premier ministre Orbán), a remporté un appel d'offres de 297 000 € de l'électricien public MVM pour la reconstruction d'un réseau de gaz. L'entreprise réalisera le projet en consortium avec Vabeko Műszaki Kereskedelmi és Szolgáltató. En décembre, Mészáros és Mészáros a remporté des appels d'offres d'une valeur de 49 M€ et 56,4 M€ pour le développement des services d'eau.
- La société publique d'électricité MVM Energetika et la société d'éclairage Tungsram ont annoncé une coopération stratégique pour développer des technologies et des solutions d'éclairage et les mettre sur le marché.
- 13 entreprises du secteur électrique ont été condamnées à verser une amende totale de 357 000 € par l'autorité de la concurrence GVH pour s'être entendues afin de se partager les appels d'offres pour la conception, la construction et l'exploitation de systèmes et de réseaux électriques à haute et basse tension, principalement dans le sud-ouest de la Hongrie. GVH a expliqué que les entreprises ont reconnu leur culpabilité et ont renoncé à faire appel.

Fossile

- Slovnaft, la filiale de MOL en Slovaquie, a entièrement racheté Normbenz Slovakia, laquelle exploite 16 stations-service Lukoil dans le pays. L'opération est encore en attente d'agrément par l'autorité slovaque de la concurrence.

ENR

- La production d'énergie renouvelable a été très faible en janvier. La production électrique du mois était répartie comme suit : 48,7% issus du nucléaire, 32,6% issus du gaz, 8,7% issus de lignite, 2,2% issus des parcs solaires et 2,1% des parcs éoliens. La mauvaise météo est la cause de la faiblesse des ENR dans le mix-électrique.
- Magyar Földgáztároló a lancé son projet d'établir un système d'électrolyse de 2,5 MW associé au stockage d'hydrogène à Kardoskút. Le surplus d'électricité issu des panneaux solaires permettra de produire de l'hydrogène, lequel, mélangé à du GNL, alimentera l'offre en gaz de l'entreprise, et réduira ses émissions de CO₂. L'Office national de la recherche, du développement et de l'innovation (NKFIH) avait accordé une subvention de 5,2M € pour un montant total du projet de 7,7 M €.
- MOL a commencé à produire du biocarburant dans la raffinerie de Százhalombatta. La nouvelle méthode consiste à mélanger le bio-composant avec la source fossile pendant le processus de production du carburant diesel, et non après. Le Groupe Mol a acheté plus de 500 000 t de biocarburants (bioéthanol et biodiesel) au cours de l'année passée. Avec ce nouvel investissement, l'entreprise a commencé à produire du « diesel durable ». Celui-ci favorise l'économie circulaire grâce au recyclage des déchets. MOL planifie selon sa nouvelle stratégie de produire plus de 100 000 t de biocarburant d'ici 2030. L'essai de production avec ce nouveau procédé industriel a débuté en mars 2020, et la réduction des taux de CO₂ serait selon MOL nettement meilleure que pour les autres biocarburants. Cet investissement réduit les émissions de CO₂ de 200 000 t par an.
- MOL a récupéré 464 t d'huile de cuisson usagée en 2020 (+30% par rapport à 2019). MOL procède à ces collectes dans plus de 350 stations en Hongrie et entend devenir un acteur important de l'économie circulaire en affectant 1 Md USD dans ce domaine d'ici les cinq ans qui viennent.
- Le gouvernement a augmenté le montant de la subvention versée au développement du réseau électrique de l'usine Samsung de Göd, de 62,5 M€ l'année dernière à 30,3 Md HUF, selon le JO. L'usine produira des batteries pour voitures électriques. Dans une autre décision, le gouvernement a également approuvé une subvention de 1,1 M € pour le développement du réseau d'approvisionnement en gaz de l'usine, à condition que le projet soit accompli avant la fin de l'année.



Nucléaire

- Viktor Orbán a signé la lettre adressée à la Commission Européenne plaidant pour une reconnaissance du nucléaire comme moyen possible d'atteindre les objectifs climatiques, et pour l'intégration de l'atome dans le programme vert de l'UE. La lettre a été également signée par la France, la République Tchèque, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie.
- Le parti écologiste LMP (dont le nom signifie en français « La politique peut être différente » et disposant de 5 députés nationaux, aucun au PE) a soumis un projet de loi au Parlement demandant d'annuler l'extension de la centrale nucléaire Paks, arguant « l'énergie nucléaire n'est ni bon marché ni sûre ». Cette proposition était déposée le 11 mars afin de profiter de la couverture médiatique liée aux 10 ans de la catastrophe de Fukushima. Le chef de file du parti, László Lóránt Keresztes considère qu'une ligne hostile au nucléaire se dégage parmi les figures l'opposition en vue des élections législatives prochaines au printemps 2022.

Environnement

- MOL va lancer une concertation publique avec les habitants vivant à proximité des sites de forage prévus dans la région d'Órség, dans le comté de Vas. MOL avait remporté la concession d'exploration pétrolière et gazière en 2017. Mais l'entreprise fait face à une opposition croissante de la part des riverains et une pétition en ligne a été lancée contre le projet et pour la protection du parc national d'Órség. MOL souhaite désamorcer les tensions et interagir avec les habitants, dès lors que la pandémie le permettra. Par ailleurs, l'entreprise a confirmé chercher du gaz dans la région, et non du pétrole, contrairement aux annonces initiales des médias.
- La BERD a publié son rapport d'activité en Hongrie dans lequel elle souligne les performances économiques solides de la Hongrie, avec un taux de croissance moyen du PIB de 4,1% entre 2014 et 2019 (contre 3,3% pour les autres PECO). La banque de développement a indiqué avoir investi 3 Md€ en Hongrie au travers de 190 projets depuis 1991. Elle soutiendra son effort dans les questions d'efficacité énergétique, de décarbonation et de développement des ENR.
- Le gouvernement rappelle son engagement contre le changement climatique. Alexandra Szentkirályi, porte-parole du gouvernement et Attila Steiner, secrétaire d'État à la politique énergétique et climatique ont diffusé une vidéo sur Facebook dans laquelle ils soulignent les efforts de nettoyage du Danube et du Tisza. Ils affirment que dans le cadre du plan d'action pour la protection du climat (lancé il y a un an), 90% de l'énergie produite en Hongrie sera sans carbone d'ici 2030, et la neutralité carbone sera atteinte en 2050. L'Etat encourage la mobilité électrique en contribuant à l'achat de 2000 vélos électriques, 300 scooters et 950 voitures électriques. En outre, un nouveau programme de reboisement est envisagé (650 h). Jusqu'à présent, 1,1 million des 3 millions d'arbres prévus ont été plantés, et la superficie forestière de la Hongrie devrait augmenter de 27% d'ici 2030. Il est à noter qu'à partir de cet été, les plastiques à usage unique seront interdits. Le gouvernement confirme que la dernière centrale électrique au charbon (Mátra) sera modernisée sans le recours à cette énergie fossile. Enfin, les capacités solaires de la Hongrie permettent d'approvisionner partiellement en électricité 80 000 ménages, entreprises et institutions publiques.
- Budapest a éteint les projecteurs de la ville pendant une heure le 27/03, rejoignant l'initiative mondiale Earth Hour.
- La qualité de l'air s'est détériorée dans toute la Hongrie en raison d'une forte concentration de particules en suspension dans l'air, a annoncé le Centre national de santé publique (NNK). Cela concerne principalement Budapest, Kazincbarcika, Mosonmagyaróvár, Nyiregyhaza, Putnok, Sajószentpéter et Tököl.

Transports

- Le transport de marchandises s'est contracté l'année dernière : il est passé de 58,7 M t/km en 2019 à 52 M t/km en 2020. Le transport routier a diminué de 4,7 M t/km, mais ce dernier représente encore 61,8% du transport total. Le transport ferroviaire a légèrement augmenté de 0,5M t/km, et il représente désormais 21,4% du transport total. Le transport par pipeline a quant à lui diminué de 2,2 M t/km (pour atteindre 12,8% du total). Le transport fluvial ne s'est contracté que de 0,1 M t/km (3,8% du total).

Transport aérien

- Le trafic aérien de l'aéroport international Liszt Ferenc de Budapest s'est effondré en 2019, avec 61% de vols en moins au décollage et à l'atterrissage. Cependant, c'est le transfert de passagers qui a été le plus impacté en raison de la pandémie (-76% avec 3,8 M de passagers). Le fret aérien a progressé au contraire. A l'aéroport de Budapest, 6 118 vols de fret aérien ont été enregistré en 2020, soit une augmentation de



17,6% par rapport à 2019. Cependant, les chargements étaient en moyenne moins élevés, puisque le volume global de fret a tout de même diminué de 0,8% à 134 459 t. Le dernier trimestre de 2020 est à noter en raison de sa forte activité (+4,28% par rapport au dernier trimestre de 2019 et plus gros trimestre jamais enregistré pour le fret à BUD). 6% du fret de 2020 contenait des médicaments et des fournitures médicales (350 vols). En 2020, 3 nouveaux vols cargo ont été lancés en 2020 (Korean Air pour Séoul, Cargolux pour Shenzhen et Hainan Airlines pour Zhengzhou).

- En février 2021, les mêmes tendances s'observent pour l'aéroport de Budapest : le transport de passagers s'est effondré de 95% (pour atteindre 54 000 passagers seulement) par rapport à février 2020, juste avant le déclenchement de la crise sanitaire. Le trafic de fret augmente de 21% en un an (12 109 t sur le mois de février 2021).
- Le PDG par intérim depuis 2019 de l'aéroport international de Budapest Liszt Ferenc, Rolf Schnitzler, vient d'être remplacé par le canadien Chris Dinsdale, qui officiait en tant que Directeur Administratif et Financier depuis 2015. Il a également supervisé les marchés publics, juridiques et l'informatique et a occupé le poste de directeur général de RÜK Kft., la filiale de service carburant de l'aéroport de Budapest.
- Depuis l'apparition de la pandémie de COVID en mars dernier, Wizz Air a enregistré une perte de 1 Md\$, et continue de dépenser pour disposer d'une bonne position du marché lors de la stabilisation de la situation. Selon son PDG, Wizz Air est la seule compagnie qui continue à investir, d'élargir sa flotte et sa réserve de liquidité est élevée. Il a également mentionné que la compagnie Wizz Air a aidé à combattre l'épidémie, en mars et avril dernier, en effectuant 130 vols cargo entre la Hongrie et la Chine pour apporter du matériel de protection, masques et des respirateurs, et a joué un rôle important dans le rapatriement des hongrois bloqués en Amérique.

Transport ferroviaire

- Neo Property Services a remporté l'appel d'offres pour la maintenance des biens et services appartenant à la Société nationale des chemins de fer hongrois MÁV, pour un montant de 15 M€.
- Le gouvernement va annuler et relancer l'appel d'offres de 200 Mds HUF (550,3 M€) pour l'achat de 42 wagons HÉV afin de renouveler les trains de banlieue. Deux entreprises avaient déposé des offres à l'automne dernier : Alstom (par le biais d'une filiale italienne), et le suisse Stadler. Le gouvernement souhaite relancer la concurrence car les offres proposées ont été jugées trop chères (13,7 M€ par voiture pour Alstom contre 12,5 M€ pour Stadler). Selon la presse hongroise, il s'agit aussi de permettre au fabricant russe de matériel ferroviaire, Transmashholding, de rentrer dans la course dans un contexte de resserrement des liens entre la Hongrie et la Russie du fait des livraisons de vaccins Sputnik. En 2015 déjà, une opération similaire avait été conduite et avait conduit à sélectionner Transmashholding pour la fabrication de nouvelles rames de la ligne 3 du métro de Budapest.
- Evopro Innovation et la société ferroviaire publique MAV ont achevé un projet de 1,2 M€ pour développer un logiciel de calibrage de la surveillance des roues de train. Le projet a été soutenu par une subvention de 725 000 € du Fonds national de recherche, de développement et d'innovation.

Transport routier

- Le volume de recharge des stations de recharge publiques des véhicules électriques a augmenté de 30% à 7,1 GWh l'année dernière, tandis que le nombre de charges a augmenté de 25% (charges à domicile exclues). Le nombre de bornes de recharge est passé de 770 en 2019 à 1320 en 2020, principalement à Budapest (479), Győr (39), Kecskemét (37) et Székesfehérvár (37). 37 permis publics donnant l'autorisation de faire fonctionner des équipements publics de recharge ont été attribués depuis 2017.

Transport urbain

- La situation des opérateurs de transport public de Budapest (BKK/BKV) se complique en raison de l'aggravation de la crise sanitaire en mars qui conduit à de plus en plus de contaminations parmi le personnel de l'entreprise. Outre le décès de plusieurs conducteurs, plus de 500 employés sont placés en quarantaine (malades ou cas contacts) et environ 10,7% des chauffeurs sont en arrêt maladie. Certaines mesures ont été prises : le masque a été rendu obligatoire pour tous, les places proches des chauffeurs sont désormais condamnées, la vente de tickets dans le bus est interdite, les bus les plus récents ont été équipés de filtres spéciaux par EvoBus (32 bus seulement sont concernés). Les contaminations se font également dans les espaces de repos que les conducteurs utilisent entre les tournées. En conséquence, le conseil opérationnel et le groupe de travail national sur la vaccination ont décidé d'étendre la campagne de vaccination pour couvrir les employés de l'autorité de transport de Budapest BKK, ainsi que ceux de la centrale nucléaire de Paks, de la société d'énergie publique MVM et des chemins de fer. Pour rappel, le



climat social est tendu à BKV qui considère ne pas être en mesure d'accepter la hausse des salaires demandée par ses employés (+6%), la grève est probable dans les semaines à venir.

- Le gouvernement allouera 12,5 M€ à un projet reliant la ligne 2 du métro de Budapest et la ligne de chemin de fer HEV (banlieue est). L'investissement total devrait atteindre 550,8 M€. Le financement de 4,6 MdHUF se fera au titre du cycle financier européen 2021-2027.
- Près d'un tiers des chauffeurs de taxi de Budapest ont arrêté leur activité depuis le déclenchement de l'épidémie de coronavirus au printemps dernier. Par rapport à 2020, le nombre de permis de taxi dans la capitale a diminué de plus de 30%, il n'y a plus que 5000 chauffeurs de taxi à Budapest. Le chiffre d'affaires des taxis a chuté de 50 à 60% à Budapest, mais dans certaines régions ce chiffre est de 90-95%.

Logistique

- L'entreprise logistique néerlandaise CTP va construire son quatrième parc logistique proche de Budapest, à l'aide d'un investissement de 60 M€, et permettra à l'entreprise d'atteindre une surface de stockage de 1 M de km² en Hongrie. Le site est à Vecsés, proche de l'aéroport de Budapest et de l'autoroute M0.

Infrastructures

Ferroviaire

- Siemens Mobility lance à Budapest un projet de R&D visant à accélérer la numérisation des infrastructures ferroviaires. Le montant total du projet s'élève à 9,1 M€, comprenant un soutien public de 2,2 M€, et devrait créer 120 emplois qualifiés d'ici septembre. L'aide publique sera utilisée dans trois domaines : le développement d'un Système d'information permettant une conduite sans chauffeur ; le développement d'un système de signalisation visant à gérer les dysfonctionnements et les pannes ; le développement d'un système intégré et planifié des infrastructures ferroviaires.
- Un appel d'offres a été lancé pour la planification complète de la rénovation des lignes ferroviaires Budapest-Veresegyház-Vác et Budapest-Lajosmizse-Kecskemét, lesquelles sont actuellement en mauvais état. La rénovation est d'autant plus justifiée que ce sont les seules lignes ferroviaires à voie unique jusqu'à la capitale, et les paramètres techniques et le confort des passagers sont également médiocres. Après ce développement, le nombre de passagers sur les deux lignes pourrait tripler, ce qui permettra de réduire la circulation de dizaines de milliers de voitures entre les agglomérations et la capitale.

Routier

- Depuis la mi-mars, l'emblématique pont des Chaînes de Budapest est fermé aux piétons pour rénovation. A partir de la mi-juin, il sera également fermé aux voitures. Les travaux sont prévus jusqu'en 2023, et la réouverture du pont aux véhicules ne devrait pas intervenir avant la fin de l'année 2022. Dans le même temps, le quai de Pest sera de nouveau réservé aux piétons et aux cyclistes les week-ends à partir du 27 mars (entre le pont Marguerite et la rue Közraktár).
- La Hongrie a acheté les droits pour accueillir les Championnats du Monde MotoGP à partir de 2023, et pour 10 ans. Les droits ont coûté 9 M€ à la Hongrie, au profit de Dorna Sports. La Hongrie est en train de construire un circuit pour accueillir l'événement près de Hajdúnánás, et a déjà mis de côté les 179 M€ nécessaires à la construction des équipements.
- Environ 1 000 km de routes seront renouvelés en Hongrie cette année pour 1,2 Md€. Les travaux routiers commencent le 16 mars et dureront jusqu'à la fin de l'automne.

Urbain

- Viktor Orbán a reçu une délégation de Veolia conduite par le PDG du groupe, Antoine Frérot. Orbán et Frérot ont évoqué le partenariat stratégique de Véolia avec le gouvernement hongrois. Véolia offre ses services énergétiques à 85 bâtiments publics, 63 établissements de santé et sociaux et 57 sites industriels. Il est présent en tant que fournisseur de chauffage dans 13 villes et approvisionne en eau 2,2 millions de Hongrois.
- Le gouvernement a affecté 14 MdHUF (39 M€) du plan de relance européen pour démarrer un projet de développement écologique dans les 19e, 20e et 21e districts de Budapest. Dans le cadre du projet, 10 km de voies ferrées non-utilisées seront convertis en piste cyclable dont la longueur totale atteindra 23 km, prolongée jusqu'à l'île de Csepel (21e arrondissement) via un nouveau pont piétonnier et cyclable. Le projet a été approuvé en 2016, mais le conseil municipal de Budapest l'avait interrompu en juin dernier.
- Un projet de chauffage urbain géothermique sera lancé entre la société hongroise Fótáv et la société islandaise Arctic Green Energy. Il prévoit l'installation de puits géothermiques d'une capacité de 20 MWth afin de produire entre 300 000 et 400 000 giga joules d'énergie géothermique par an, ce qui permettrait



d'éviter le relâchement de 14 à 21 000 t de CO₂ par an, et de 20 à 30 t de particules polluantes. Deux puits de la sorte pourraient remplir les besoins annuels de 10 000 habitants de Budapest. Dans un premier temps, les partenaires vont cartographier les sites possibles, et préparer l'obtention des permis nécessaires puis se préparer techniquement. A terme, Fótáv souhaite offrir une capacité géothermique de production de chaleur d'environ 150 à 200 MWth.

REPUBLIQUE TCHEQUE

Energie

- Le 29 mars, le conseil des ministres a entériné un processus en deux phases concernant l'appel d'offres pour la construction d'un nouveau réacteur nucléaire à Dukovany. Ce processus débute avec une évaluation préalable de sécurité nationale à laquelle participeraient EDF, Westinghouse, KHNP ainsi que Rosatom, avant un lancement formel de l'appel d'offres d'ici la fin de l'année, après les élections législatives d'octobre prochain. Le conseil des ministres a aussi confirmé l'exclusion du candidat chinois (CGN). Lors de la phase préparatoire à l'appel d'offres, un questionnaire de sécurité sera envoyé aux 4 soumissionnaires. Ce questionnaire sera établi par un comité impliquant les ministères de l'intérieur et des affaires étrangères ainsi que les quatre agences nationales de sécurité. Les 4 candidats auront alors jusqu'à fin novembre pour expliquer la façon dont ils répondront aux exigences de sécurité puis le gouvernement décidera quels candidats seront invités à présenter leur candidature. L'appel d'offres sera alors lancé et sera d'une durée réduite de six mois. Le calendrier des prochaines étapes est inchangé : la signature du contrat avec le fournisseur retenu aurait lieu en 2024 au plus tard et il est toujours question d'une construction qui débiterait en 2029 pour une mise en service en 2036. Le conseil des ministres du 29 mars a également décidé de limoger le plénipotentiaire tchèque pour les questions nucléaires, Jaroslav Míl. Les raisons invoquées sont une rupture de confiance et des orientations basées sur des informations infondées ou fausses qui résulteraient de son absence d'habilitation à connaître des matières relevant de la sécurité nationale. Par ailleurs, après de nombreux reports, le vote en 3ème lecture du projet de loi sur la transition vers une énergie à faible émission de carbone (projet de loi qui fournit un cadre pour le financement de la construction du nouveau réacteur nucléaire à Dukovany) n'a toujours pas eu lieu.
- La décision du gouvernement concernant la date de sortie du charbon est actuellement bloquée. Alors que la « Commission charbon » avait voté en décembre pour une sortie d'ici 2038 (date notamment soutenue par le ministre de l'industrie), huit ministres sur quatorze se déclarent favorables à une sortie d'ici 2033 au plus tard, selon les résultats de la procédure interministérielle de commentaire des recommandations de la Commission. C'est notamment le cas des ministres sociaux-démocrates ČSSD, qui envisagent une coalition avec les écologistes en vue des prochaines élections législatives, mais aussi du ministre de l'environnement, R. Brabec (ANO), du ministre de la santé, J. Blatný ou encore de la ministre des finances, A. Schillerová (du parti ANO du Premier ministre).
- En 2020, le groupe CEZ a réalisé un bénéfice net de 5,5 MdCZK (0,2 Md€), contre 14,5 MdCZK un an plus tôt. Cette nette baisse résulte de l'augmentation des provisions pour dépréciation d'actifs dues à la vente d'actifs roumains, de la sortie progressive du charbon et de l'augmentation du prix des quotas d'émission de CO₂. Toutefois, après retraitement des événements exceptionnels, le bénéfice net ajusté du groupe est en hausse de 21% sur un an, à 22,8 MdCZK (0,8 Md€).

Transports et Infrastructures

- Le Conseil des ministres a validé la nouvelle Stratégie des transports de la République tchèque pour les années 2021-2027. Ses objectifs stratégiques (mobilité durable, cohésion territoriale et transport 4.0) reposent sur la réduction de l'intensité énergétique du transport, une planification durable et l'utilisation des technologies modernes. Le principal défi consiste à réduire d'un tiers d'ici 2050 la consommation d'énergie dans le secteur des transports, qui affiche depuis ces dernières années une hausse annuelle de 3,5%. A présent, le secteur des transports représente 25% de l'ensemble de la consommation d'énergie finale en République tchèque. La stratégie fait appel à une combinaison de mesures, telles que l'utilisation de ressources écologiques (transition progressive des moteurs à combustion interne vers des moteurs électriques ou à gaz, incitée par les taux de péages ou d'impôts), l'augmentation de la part du rail et du transport intermodal ainsi que l'utilisation des nouvelles technologies dans le domaine du transport.
- Au vu de la situation persistante concernant la pandémie de Covid-19, le ministère des transports a décidé, conformément au règlement de la CE 2021/267 du 16 février 2021, de prolonger de 10 mois à partir de la date d'expiration la validité des permis de conduire et des certificats de contrôle technique qui arrivent à échéance entre le 1er septembre 2020 et le 30 juin 2021.



Ferroviaire

- Dès 2021, les opérateurs ferroviaires sont tenus de payer une nouvelle redevance pour l'utilisation des infrastructures d'accès (accès aux gares et utilisation des plateformes par les voyageurs). La nouvelle composante des frais d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire devrait rapporter au gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire Správa železnic (SŽ) près de 200 MCZK par an. Toutefois, compte tenu des dispositions des contrats, le montant de la redevance sera compensé par l'Etat et par les régions aux opérateurs assurant une mission de service public et représentera ainsi une dépense publique. Seuls les services commerciaux en « open-access » qui ne représentent qu'une infime partie des dessertes, ne seront pas remboursés.
- L'opérateur ferroviaire espagnol Renfe a annoncé le projet de prise de participation de 50 % au capital de l'opérateur privé tchèque Leo Express. Cette acquisition devrait faciliter l'expansion des activités de Renfe au-delà de son marché national vers l'Europe de l'est, l'obtention des licences autorisant Renfe à accéder au marché allemand et aux projets ferroviaires à grande vitesse prévus dans la région. Pour rappel, Leo Express a commencé à assurer des services d'accès libre entre Prague et Ostrava à la fin de 2012, en utilisant une flotte de cinq nouvelles unités de Stadler Flirt et, à partir de 2019, des services régionaux de concession dans deux régions. Depuis 2012, la société a développé ses services en Slovaquie et en Pologne, a brièvement exploité des services d'accès libre en Allemagne, à la fois en tant que sous-traitant (Locomobile Business en 2017) et, plus tard, à partir de 2018 en tant que sous-traitant de Flixbus, bien que cet arrangement ait cessé au début de 2020. Sa flotte sera prochainement renforcée par trois nouveaux EMU Sirius construits par la CRRC chinoise, qui devrait entrer en service en 2021, une fois l'homologation (retardée par la pandémie) reçue. Le contrat comprend une option pour 30 trains Sirius supplémentaires. En 2019, Leo Express a enregistré un CA de 40 M€ et a transporté au total 2,4 M de passagers. Ses services ont été sévèrement restreints par la pandémie de coronavirus et une vente possible à l'opérateur national Chemins de fer tchèques (ČD) avait été évoquée en 2020 mais ne s'était pas réalisée.
- L'opérateur ferroviaire České dráhy a enregistré une perte record de passagers en lien avec la mise en place des mesures de restriction : au titre de l'année 2020, la compagnie a transporté au total 117,7 M de personnes, soit 35% de moins par rapport à 2019, représentant une baisse conséquente de plus de 40% des recettes, soit moins 6 MdCZK (0,22 Md€). Le nombre de passagers sur les lignes internationales a diminué de 66%, pour ne plus représenter que 1,9 M de voyageurs. Avec les mesures de restriction en place, la situation ne s'est toujours pas améliorée en 2021 : le nombre de passagers correspond actuellement à seulement 30% de celui de 2019.
- Dans le cadre du renouvellement de sa flotte, les Chemins de fer tchèques (ČD) ont conclu un contrat-cadre avec le constructeur polonais PESA Bydgoszcz pour la fourniture de 160 trains. Le premier contrat en vertu de ce contrat-cadre porte sur 33 nouveaux trains diesel pour près de 3 MdCZK (0,11 Md€). Les nouveaux trains seront progressivement mis en service à partir de 2023 dans les régions de Bohême centrale, de Pardubice, de Bohême du sud, de la Vysočina et de Prague.
- Bombardier Transportation d'Alstom Group fournira 10 nouvelles locomotives polycourant TRAXX 3 à ČD Cargo, filiale de transport de marchandises des Chemins de fer tchèques. L'opérateur tchèque a déjà dans sa flotte 2 locomotives de ce type et 8 autres seront livrées courant mars-avril 2021. Avec cette nouvelle commande, un total de 35 locomotives polycourant TRAXX interoperables et modernes ont été commandées par des clients tchèques (20 pour ČD Cargo et 15 destinées au service de passagers, pour l'opérateur privé RegioJet).

Aérien

- La compagnie aérienne Czech Airlines (CSA) a été placée en redressement judiciaire le 10 mars dernier. La dette de CSA atteint désormais 1,8 MdCZK (66 M€), dont plus de la moitié due aux voyageurs dont les vols ont été annulés. La réorganisation prévue, qui devrait lui permettre de remédier à ses problèmes financiers tout en restant en activité, est selon les propriétaires « son dernier recours à moins que le gouvernement tchèque ne modifie son approche. » Pour rappel, l'Etat tchèque a refusé de participer au sauvetage de CSA, la cinquième compagnie aérienne la plus ancienne du monde, malgré le fait que les actionnaires aient montré une volonté de participer financièrement au sauvetage de la compagnie.
- CSA, qui assure actuellement des vols réguliers vers Paris, Stockholm, Kiev et Moscou, prévoit de reprendre des vols à destination d'Odessa (à partir du 2 avril, 2 vols par semaine), d'Amsterdam (à partir du 16 avril, deux vols par jour), Keflavik et Copenhague (à partir du 1er mai). La compagnie et sa société sœur Smartwings exigent de leurs passagers un test Covid négatif à compter du 3 mars 2021. Seront acceptés les tests antigéniques de moins de 24 heures et les tests PCR de moins de 72 heures avant le vol. Seule exception faite, les enfants de moins de cinq ans et les passagers ayant un document justifiant l'absence de symptômes tout en ayant été infectés au cours des 90 jours précédant le vol.



- La compagnie Smartwings a annoncé avoir réussi à obtenir deux prêts renouvelables d'une valeur totale de 2 MdCZK (73,6 M€). Ces prêts sont garantis à hauteur de 80% par l'Etat par l'intermédiaire de l'assureur public EGAP. La garantie est accordée pour six ans jusqu'à mars 2027. Les prêts serviront à refinancer partiellement les dettes de la société et à financer les activités jusqu'à la saison estivale.
- Compte tenu de la diminution du nombre de passagers, la compagnie aérienne LOT Polish Airlines a annulé à compter du 28 mars 2021 l'escale à Ostrava sur la liaison aérienne Prague-Varsovie.

Urbain

- La crise sanitaire et l'adoption du paquet fiscal 2021 ont impacté l'équilibre du budget de la ville de Prague. Dans le cadre d'un effort de maîtrise des dépenses, la mairie et l'entreprise des transports publics de Prague DPP se sont adressés au gouvernement. En effet, une demande de contribution financière de l'Etat a été faite pour la construction d'infrastructures d'importance nationale, en particulier pour l'achèvement du périphérique de Prague et la construction de la nouvelle ligne de métro automatique. Le gouvernement a refusé cette demande et insiste sur le financement de ces deux constructions qui doit être réalisé sur le budget de la ville.
- L'autorité de la concurrence a rejeté le recours d'Eurovia CS, qui avait contesté l'appel d'offres lancé par l'entreprise de transport public de Prague (DPP) dans le cadre de la construction de tunnels pour la ligne D du métro (Pankrác – Olbrachtova), d'un coût de 10 MdCZK (0,368 Md€). La décision n'a pas encore acquis force de chose jugée et peut faire objet d'un appel. La ligne devrait être mise en service en 2028; les coûts estimés s'élèvent à 72 MdCZK (2,65 Md€).
- La mairie de Prague a approuvé deux nouvelles liaisons par trolleybus à batteries rechargeables en ligne entre Prague et Stará Boleslav (566 M CZK) et Kostelec nad Labem (385 MCZK) en Bohême centrale, villes éloignées d'environ 15 et 20 km de Prague. La mise en service de trolleybus nécessite la pose d'une ligne aérienne, opérationnelle à partir de 2024, avec laquelle les trolleybus seront en contact sur 70% du parcours.

Environnement

- La République tchèque est le premier des Etats membres éligibles à présenter ses propositions au titre du Fonds de modernisation destiné à soutenir les investissements dans la modernisation des systèmes d'énergie et l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les Etats membres dont le PIB par habitant en 2013 était inférieur à 60 % de la moyenne de l'Union. Aux prix actuels des quotas d'émission, la République tchèque disposerait d'une enveloppe de plus de 154 MdCZK (5,8 Md€, soit près de 3 points de PIB), qu'elle entend allouer à 9 programmes de soutien. La République tchèque a mis en œuvre le fonds de modernisation par un amendement à la loi sur l'échange des droits d'émission, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021. À l'automne 2020, le Fonds national pour l'environnement a lancé des appels au pré-enregistrement de projets pour les trois programmes les plus dotés budgétairement (près de 80% du volume total du fonds). 9 067 projets ont été préenregistrés pour un total de 669 MdCZK (25 Md€), dont 554 projets dans le cadre du programme HEAT ⁽¹⁾ pour 113 MdCZK (4,2 Md€), 8 359 projets dans celui du programme RES+ ⁽²⁾ pour 523 MdCZK (19,6 Md€) et 154 projets dans le cadre du programme ENERG ETS ⁽³⁾ pour 33 MdCZK (1,2 Md€). 90% des projets dans le domaine des nouvelles énergies renouvelables concernent la construction de centrales photovoltaïques, dont plus de la moitié proposent la mise en place de panneaux sur des bâtiments.
- Les ministres de 9 Etats membres de l'Union européenne (Autriche, Danemark, Espagne, France, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, République Tchèque, Slovaquie) ont signé une tribune commune, publiée dans Politico, de soutien au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). En République tchèque, seul le ministre des affaires étrangères T. Petříček a accepté de la signer. La tribune précise que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, pleinement compatible avec les règles de l'OMC, devrait garantir la non-discrimination et une bonne articulation avec le système d'échange de quotas d'émission de l'UE, et pourrait constituer le pendant du marché européen du carbone. Ce mécanisme devrait également s'appuyer sur des références solides et équitables pour procéder aux calculs des ajustements. Ceux-ci pourraient se fonder, dans un premier temps, sur une valeur par défaut en matière d'intensité carbone des produits importés. Cela permettrait aux importateurs au sein de l'UE de démontrer la faible

⁽¹⁾ HEAT : modernisation des systèmes d'approvisionnement en énergie thermique.

⁽²⁾ RES+ : nouvelles sources d'énergies renouvelables.

⁽³⁾ ENERG ETS : amélioration de l'efficacité énergétique et réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'industrie couvert par l'EU ETS.



intensité carbone de leurs produits, en fournissant ainsi une incitation à une plus grande efficacité climatique.

- Le New Green Savings Programme fonctionne relativement bien en République tchèque. En 2020, 15 296 demandes représentant un volume total de subventions de 3,4 MdCZK (128 M€) ont été approuvées et 11 523 demandes représentant un volume total de subventions de 2,27 MdCZK (85 M€) ont été payées. L'objectif de ce programme est de réaliser des économies d'énergie dans la consommation finale, d'améliorer l'adaptation du secteur du bâtiment d'habitation au changement climatique, de stimuler l'économie tchèque et d'améliorer la qualité du logement des citoyens ainsi que l'image des villes et des villages.
- L'électricité sur la Bourse de l'énergie de Prague (PXE) se vend au prix le plus élevé depuis plus de deux ans. Le prix du mégawattheure d'électricité est passé à 57 € (1500 CZK) contre 40 € (1000 CZK) en novembre 2020. L'augmentation des prix de l'électricité est directement liée à l'augmentation des prix des quotas d'émission, qui sont actuellement vendus autour de 40 €/t (contre 25 €/t en novembre 2020).
- Plusieurs banques (Air Bank, Česká spořitelna et Stavební spořitelna České spořitelny (Buřinka), ČMZRB, ČSOB, Deutsche Bank, Equa Bank, Hello bank, ING, Komerční banka, mBank, Moneta Money Bank, Raiffeisen) ont signé ce mois-ci un mémorandum pour s'engager à suivre les principes d'une entreprise socialement responsable, de la protection de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique. Elles cesseront de prêter aux entreprises qui pèsent sur l'environnement. ČSOB est actuellement la seule banque sur le marché tchèque à proposer des prêts hypothécaires verts avec des taux inférieurs pour la construction de logements respectueux de l'environnement.

Eau

- Le ministère de l'environnement participe à des projets d'adaptation à la sécheresse et de retour de l'eau dans le paysage ainsi que de construction de systèmes d'adduction d'eau et de développement de nouvelles ressources en eau dans les communes et les villes. En 2020, plus de 6 MdCZK (225 M€) ont été affectés aux projets soutenant la rétention d'eau. Le ministère a également soutenu des projets de gestion de l'eau visant à assurer un meilleur traitement des eaux usées, à pallier le manque d'infrastructures de gestion de l'eau ou à renforcer les ressources insuffisantes en eau potable. À cette fin, 7 MdCZK (260 M€) ont été alloués aux municipalités et 700 MCZK (26 M€) supplémentaires ont été affectés principalement à des projets de gestion de l'eau en 2020.

LETTONIE

Energie

- Le groupement d'entreprises « Utilitas » prévoit de lancer dès le mois d'avril les travaux de construction d'un parc éolien Targale, dans la région de Ventspils. Le parc sera composé de 14 turbines Vestas, d'une capacité totale de 58,8 MW et une production annuelle moyenne de 155 Gwh. Le parc devrait être mis en service en 2022. Pour information le groupement d'entreprises « Utilitas » appartient au fonds European Diversified Infrastructure Fund II (EDIF II), géré par First State Investments.
- L'opérateur intégré de transport et de stockage de gaz naturel en Lettonie, AS Conexus Baltic Grid (Conexus), poursuit la réalisation de deux projets d'intérêt européen commun portant sur la modernisation du réservoir souterrain de stockage de gaz à Incukalns et l'augmentation de la capacité de l'interconnexion gazière Lettonie – Lituanie (ELLI). Le montant total des investissements pour la réalisation des deux projets est estimé à 93,5 M€. En 2020, le financement pour la modernisation du réservoir d'Incukalns représentera presque 15 M€, dont 6,7 M€ pour la modernisation des équipements de pompage, 5,3 M€ pour la restauration des 27 sites de forage gaziers et 3 M€ pour la reconstruction du système de collecte de gaz. En ce qui concerne l'interconnexion gazière Lettonie-Lituanie, en 2020 Conexus prévoit d'investir 1,47 M€ dans le diagnostic de gazoduc sous – fluvial de Daugava et la reconstruction des nœuds de connexion de Viresi-Tallinn, de Riga-Panevėžys et de Riga-réservoir d'Incukalns.

Infrastructures

- Selon l'information publiée par la société publique de gestion des routes « Latvijas valsts celi », en 2021, le montant total des fonds alloués à la construction, la réparation et l'entretien des routes nationales s'élèvera à 325 M€. Les travaux de construction et de réparation sont prévus sur 1100 km, dont 128 km de routes principales, 826 km de routes régionales et 150 km de routes locales. Pour information, en 2020, un montant total de 305,3 M€ a été investi dans la remise en état et l'entretien des routes nationales. Au total 1300 km de routes nationales ont été réhabilités ou construits.



- La coentreprise RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, a signé un accord avec l'entreprise « TRT Transport e Territorio », portant sur la modélisation de la demande de transport pour le projet Rail Baltica. Le montant du contrat s'élève à 644 000 €. L'objectif principal de cette étude est de prévoir la demande de transport de passagers et de marchandises pendant les trente premières années d'exploitation de la ligne ferroviaire Rail Baltica.
- La société de holding Magnat Group a signé un accord avec la banque Citadele pour un prêt de 2,5 M€ pour le développement de ses terminaux de transbordement de marchandises dans le port de Riga, « Port Milgravis », Riga Nordic Terminal » et « Port Magnat ». Le financement sera utilisé pour la construction de deux entrepôts pour les produits en vrac d'une surface totale de 4400m², la modernisation de l'infrastructure portuaire existante et le renouvellement du parc d'équipements de manutention.

Transports

- Le 17 mars, Talis Linkaits, le ministre letton des Transports et le président de la commission intergouvernementale lettono-azerbaïdjanaise, a eu un entretien en vidéo avec Javanshir Akhundov, l'ambassadeur de l'Azerbaïdjan en Lettonie. Le potentiel de coopération dans le secteur des transports a été particulièrement souligné lors de l'entretien. "Les liaisons aériennes entre la Lettonie et l'Azerbaïdjan se développaient avec beaucoup de succès avant la pandémie de la COVID-19, et il est dans l'intérêt des deux pays de les rétablir dans un avenir proche. La compagnie nationale airBaltic prévoit de lancer des vols bihebdomadaires entre Riga et Bakou à partir du 2 juin prochain. Nous voyons également un potentiel dans le segment du fret, tant bilatéral qu'eurasien", a déclaré M. Linkaits.

LITUANIE

Energie

- Le pétrolier polonais Orlen prévoit de construire une nouvelle unité de conversion dans son usine de Mažeikiai afin d'abandonner la production de fioul pour augmenter la qualité de raffinage de pétrole. Orlen envisage également d'étendre sa chaîne de distribution de carburant en Lituanie. Le groupe polonais affirme avoir investi près de 4 Md\$ depuis la création d'Orlen Lietuva en 2006.
- Le plan d'expansion de la centrale hydroélectrique à pompage de Kruonis d'Ignitis a été approuvé. Cette extension contribue à la mise en œuvre des objectifs de la stratégie lituanienne d'indépendance énergétique. La cinquième unité hydroélectrique de Kruonis devrait entrer en service en 2025.
- La Lituanie vise un accord balte d'ici juillet sur le blocage de l'électricité nucléaire produite à Astravets. La Lituanie propose une nouvelle méthodologie trilatérale légèrement modifiée pour le commerce de l'électricité avec la Russie en incluant des seuils d'importation.
- Située dans la zone franche économique de Kaunas et en service depuis novembre, la centrale de cogénération finno-lituanienne, gérée par la société publique Ignitis et Fortum finlandaise, envisage d'augmenter l'incinération des déchets (en passant d'une quantité annuelle de 200 000 à 255 000 t).

Infrastructures

- La Lituanie soutient l'ambition de la Pologne d'inclure la Via Carpathia dans le réseau transeuropéen de transport (RTE-T). Cette route passe également en Lituanie, près de la partie orientale de la Pologne, au sud de la Via Baltica. Ces liaisons de transport permettront un accès plus facile et plus rapide à la Lituanie depuis l'Europe occidentale ou méridionale pour les passagers et le fret, et créeront des conditions plus favorables pour promouvoir les exportations vers d'autres États membres de l'UE ou des pays du monde entier.
- Les ministres lituaniens et ukrainiens, en charge des infrastructures de transport, se sont réunis pour renforcer la coopération régionale dans les domaines des transports et de la logistique, notamment sur les questions relatives aux relations économiques dans le contexte des transports ferroviaires, routiers et aériens. Les deux pays travaillent au développement du projet de train Viking. Les ministres ont discuté de la nécessité de mettre en œuvre un projet de transport de semi-remorques via une ligne ferroviaire Odessa-Klaipėda. A la fin 2020, LTG Cargo a créé une filiale en Ukraine. Les deux pays ont exprimé leur intention de développer davantage la communication par le train reliant Kiev, Minsk, Vilnius et Riga.

Portuaire

- BKT, une société détenue en copropriété par M. Udoviskij et le fabricant d'engrais biélorusse Belaruskali, a récemment perdu son litige avec le gouvernement lituanien sur ses projets de développement et investissement dans le port de Klaipėda.



Ferroviaire

- Vilnius se prépare à une transformation majeure de sa zone de gare ferroviaire et routière. Un appel d'offres international d'architecture a été lancé pour la mise en œuvre du projet « Vilnius Connect ». Ses participants devront produire un projet de gare, proposer une idée moderne d'infrastructure de transport public et d'un centre urbain, ainsi que façonner une place attrayante dans le quartier de la gare. Les candidatures sont acceptées à la fin mai et le gagnant sera annoncé en juin.
- La CJUE doit se prononcer prochainement sur un contentieux à propos d'un appel d'offres relatif à l'électrification ferroviaire en Lituanie. La société de chemins de fers lituaniens est accusée de ne pas avoir respecté les procédures dans le choix du prestataire pour un appel d'offres relatif aux services de maintenance technique et d'ingénierie sur le tronçon ferroviaire Vilnius –Klaipėda.
- La joint-venture balte qui met en œuvre le projet ferroviaire Rail Baltica devrait consacrer 5,5 M€ pour embaucher en Lituanie, en Lettonie et en Estonie des spécialistes (notamment ingénieurs et gestionnaires de projet).

Aéroportuaire

- La commission gouvernementale examinant les accords importants pour la sécurité nationale a proposé de bloquer les plans d'expansion d'Avia Solutions Group, notamment la reconstruction pour 7 M€ d'un hangar à l'aéroport de Vilnius qui aurait permis la création de 200 emplois. Le groupe, précédemment impliqué dans l'aéroport Joukovski de Moscou, ne génère désormais que 5% de ses revenus en Russie.
- Le tribunal de Vilnius a temporairement suspendu le processus d'AO pour un contrat d'équipements de numérisation des bagages aux aéroports lituaniens à la suite de la demande d'Inta et de la filiale polonaise de l'entreprise chinoise Nuctech. Les deux sociétés contestent la décision du gouvernement lituanien qui favoriserait in fine un concurrent américain dont le prix de l'offre était beaucoup plus élevé.
- Le secteur de l'aviation vise à restaurer au moins la moitié des vols habituels et le nombre de destinations. Il est prévu que le secteur lituanien atteigne cette année 2,7 M de passagers, 30 000 vols et 82 destinations. Le trafic de passagers dans les trois aéroports du pays a chuté de 72 %, passant de 6,5 M en 2019 à 1,8 M. Les aéroports lituaniens prévoient d'investir 10,6 M€ pour promouvoir les vols dans le but de restaurer un peu plus de 50 % du trafic passager habituel d'ici la fin de l'année. Austrian Airlines ne reprendra pas ses vols depuis la Lituanie cette année ; Wizz Air prévoit de lancer des vols sur une nouvelle ligne de Vilnius à Santorin ; Ryanair a l'intention de proposer des vols vers Liverpool.

ESTONIE

Energie

- Le chiffre d'affaires d'Elering a atteint 142,4 M€ en 2020 (-8,3%) et son bénéfice net 25,3 M€. La baisse du chiffre d'affaires s'explique par les températures douces de l'hiver 2020, ainsi qu'un chiffre d'affaires exceptionnel au premier trimestre 2019. 7,6 M MWh ont été transportés par l'entreprise en 2020, et les dysfonctionnements sur le réseau ont causé une perte de 10,3 MWh. Le volume de transmission d'électricité a diminué de 3,5% par rapport à 2019, celui de gaz de 6,2%.
- Viru Keemia Grupp (VKG), société spécialisée dans l'extraction de schistes bitumineux et la production d'énergie à partir de ces derniers, a enregistré un profit de 8,9 M€ (-75%) en 2020 et un chiffre d'affaires de 208 M€ (-19%), principalement impactés par la baisse du prix du Brent. 4,8 Mt de schistes bitumineux ont été traités par les sites de production de VKG (-5,5%) et 629 000 t ont été produites (-4,5%). 95% de la production du groupe a été exportée. La part de l'électricité produite par l'entreprise à partir des schistes bitumineux était en baisse de 5,9% et représentait 10% de la production d'électricité en Estonie en 2020 (6% de l'électricité consommée). Le groupe a finalement investi 14,2 M€ dans des projets environnementaux et dans l'augmentation de son efficacité, malgré une baisse de 53% de l'investissement.
- L'entreprise d'Etat finlandaise Fortum a vendu ses activités de chauffage urbain présentes dans les pays baltes à la société suisse Partners Group pour 800 M€. En 2020, la branche balte de Fortum avait produit 1,4 TWh d'énergie thermique et 0,6 TWh d'électricité.
- Elektrilevi, le premier réseau de distribution électrique dans le pays, a manifesté son souhait d'acquérir Imatra Elekter (qui fournit 25 000 clients en Estonie, soit le troisième réseau de distribution du pays). L'Autorité de la concurrence doit encore valider la demande.
- La filiale suédoise de l'entreprise Harju Elekter a signé un contrat de 3,1 M€ avec la région de Stockholm pour l'amélioration des systèmes électriques de deux stations de métro de la ville de Stockholm (Albano et Radhuset).



- La filiale de Harju Elekter, Energo Veritas, va fournir Enefit Connect (filiale d'Eesti Energia) en transformateurs hermétiques pour un montant de 12 M€. Le contrat durera trois ans avec une possibilité de le prolonger de deux ans.
- Enefit Connect a lancé un appel d'offre pour la réalisation de travaux sur son réseau électrique. L'entreprise prévoit un coût total de 23,8 M€. L'appel d'offre prendra fin le 10 mai 2021, et les travaux devront être réalisés avant fin juin 2026.

ENR

- En 2020, Eesti Energia a construit près de 300 centrales solaires, représentant une capacité totale de 8 MW. 1,5 TWh d'électricité verte ont été produits par l'entreprise en 2020, soit 40% de sa production totale d'électricité.
- Le port de Tallinn a conclu un accord avec Eesti Energia pour l'approvisionnement de 10 GWh d'électricité verte produite en Estonie et ne consomme plus que de l'électricité verte.
- La coopérative de l'énergie, Energiaühistu, a débuté ses activités avec l'objectif de développer de nouveaux projets d'énergie solaire et éolienne. Elle a été fondée par 34 personnes et deux entreprises et propose à tous les acteurs de la société qui le souhaitent d'investir dans les énergies renouvelables pour accélérer leur développement et réaliser des bénéfices.
- Nordeco Betoon, Connecto Eesti et Verston Ehitus ont signé un contrat avec SIA TCK (groupe Utilitas) pour la construction d'un parc éolien en Lettonie. 14 turbines seront construites, pour un montant de 13,5 M€, représentant une capacité de 58,8 MW et une production annuelle de 155 GWh (assez pour fournir 50 000 ménages). Le chantier devrait prendre fin en octobre 2022.
- 11 M€ seront investis par les développeurs d'Ülemiste City pour connecter le quartier au réseau de chauffage à distance, abandonnant le chauffage au gaz naturel. La connexion sera complète d'ici la fin 2022.
- Elering a reversé 7,3 M€ de subventions aux énergies renouvelables et à la cogénération à haut rendement en février 2021.
- Baltpool, le marché boursier de la biomasse, lance les échanges de déchets de bois. Baltpool a également lancé en mars des échanges dans les ports baltes, scandinaves et polonais. Les produits de biomasse peuvent être achetés et vendus depuis les ports mais également en mer. L'objectif est d'offrir de nouvelles opportunités pour les producteurs de biomasse et d'accroître le volume des échanges. En 2020, l'équivalent de 5,4 TWh de biocarburants ont été vendus sur le marché (soit 54,9 M€).
- L'Estonie, aux côtés de 9 autres pays européens, demande à la Commission européenne de revoir la classification des bioénergies. Pour l'heure, elles ne sont pas considérées comme vertes. D'après le ministre des Affaires économiques, le pays ne planifie pas d'augmenter sa production de bioénergie pour atteindre ses objectifs climatiques, mais de la maintenir au niveau actuel pour remplacer les combustibles fossiles en cas de baisse de production des autres formes d'énergies renouvelables.
- Enefit Green, la filiale d'Eesti Energia pour les énergies renouvelables, a produit autant d'électricité en février 2021 qu'en janvier 2021, malgré un mois plus court et moins venteux. 87,7 GWh ont été produits en février. La grande majorité de cette production provient des parcs éoliens estonien et lituanien (71,4 GWh). 58 GWh de chauffage ont également été produits par l'entreprise sur le mois de février (autant que sur le mois précédent).
- Telia Estonia a signé un contrat de 156 GWh d'électricité avec Eesti Energia. L'entreprise n'achète, depuis 2016, que de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables. Le contrat de 5 ans s'inscrit dans la politique de l'entreprise de rendre ses opérations neutres en carbone et en déchets d'ici 2030.

Hydrogène

- EAS a organisé un appel à projets pour l'introduction de l'énergie et des technologies hydrogène en Estonie et en Europe. L'appel a fermé ce 30 mars 2021. L'Etat n'a pas encore annoncé de montant concernant le financement des projets.
- Les technologies hydrogène bénéficieront de 50 M€ d'aide du Fond européen de relance. Selon la Première ministre, ce montant permettra de donner une nouvelle impulsion au développement de ce secteur.

Synchronisation électrique

- Elering a investi 85 M€ d'immobilisations en 2020. La plus grosse part de cet investissement a été pour la troisième connexion électrique entre la Lettonie et l'Estonie et pour la synchronisation du système électrique estonien avec le réseau de l'Europe continentale.



Transport

- L'organisation du service de transport public par bus est pointée du doigt par le comité en charge du contrôle du budget de l'Etat. La répartition des compétences entre l'Etat et les municipalités n'est pas assez claire et les besoins des citoyens n'ont pas assez été pris en compte dans l'élaboration des lignes. Le comité se réunira au printemps 2022 pour faire un point sur l'avancée faite sur ce sujet. L'Etat devrait verser 52,1 M€ de subventions pour l'organisation du service public de transport en 2021. Avant l'introduction de la gratuité en 2017, l'Etat versait 21,9 M€. D'ici 2024, les subventions devraient atteindre 64,6 M€. La gratuité du service public de transport a été remise en cause par un audit national. Celui-ci souligne que l'introduction de la gratuité n'a pas conduit à l'augmentation de la préférence des usagers pour le service public et que l'organisation du réseau ne répond pas toujours aux besoins de la population. Le ministre des Affaires économiques, Taavis Aas (Centre) a mis en avant la hausse depuis deux ans du nombre de passagers et de voyages effectués (respectivement +30% et +15%). Malgré cette augmentation, les cibles n'ont pas été atteintes.
- Jaak Viilipus prend la tête du département de l'économie maritime du ministère des Affaires économiques et de l'Infrastructure. Le secrétaire général adjoint à l'économie maritime sera Kaupo Laanerand. Les deux hommes ont été nommés par le ministre des Affaires économiques et de l'Infrastructure, Taavis Aas.

Véhicules électriques

- Citybee va acheter 700 véhicules électriques pour un montant de 16 M€. Les premiers véhicules seront déployés en Lituanie et dans un futur proche en Estonie. L'entreprise prévoit également d'investir dans la construction de chargeurs pour véhicules électriques. La flotte électrique devrait consommer environ 1,9 MKWh d'électricité par an.
- Bolt pourra continuer de proposer ses services de locations de trottinettes électriques dans la ville de Tartu. L'entreprise propose 250 trottinettes dans la ville.
- Les véhicules hybrides deviennent les véhicules préférés des Estoniens dans un sondage mené en février par Swedbank. 61% des répondants prévoient d'acheter un véhicule neuf dans les cinq prochaines années.

Ferroviaire

- Le transport ferroviaire de fret a augmenté de 112,2% en février 2021 par rapport à février 2020 et atteint 2,3 Mt. Le chiffre d'affaires issu du transport ferroviaire de fret était en augmentation de 84,5% par rapport à février 2020 mais en diminution de 7,1% par rapport à janvier 2021. Le transport de passagers a connu une baisse de 37,2% (avec 425 000 embarquements) en février 2021, par rapport à février 2020.
- Lors des deux premiers mois de 2021, Estonian Railways a vu passer 2,4 Mt de fret sur ses infrastructures, soit une hausse de 42% par rapport à la même période l'année précédente. Les principaux produits transportés sont les engrais, les produits chimiques et les combustibles minéraux.
- Le ministre des Affaires économiques et de l'Infrastructure appelle à enlever les procédures papier pour le secteur du transport et à construire plus de rails pour les carburants verts afin de rendre le réseau ferroviaire européen plus sûr et uniformisé à un haut niveau de qualité lors de la réunion des ministres européens du transport.

Aérien

- Nordic Aviation Group (Nordica), la compagnie aérienne détenue par l'Etat, a été condamnée en appel à verser aux anciens employés d'Estonian Air les salaires non-payés après la faillite de 2015. Au total, le groupe devra rembourser 1,5 M€.
- AirBaltic a repris les vols internationaux hors-UE pour les passagers ayant un motif impérieux. Les liaisons ont repris avec Kiev, Tbilisi, Tel Aviv, Moscou, St-Petersbourg et Minsk.

Maritime

- Le nombre de passagers sur les liaisons maritimes intérieures a diminué de 17% en 2020 (environ 2,2 M de passagers sur l'année) par rapport à 2019, alors que les liaisons internationales ont plongé de 61% (environ 4,5 M de passagers en 2020). Sur les liaisons entre l'Estonie et la Finlande, 4M de passagers ont été transportés, soit une baisse de 50% par rapport à 2019.
- Les ports estoniens ont géré près de 3Mt de fret en février 2021 (4,2% de plus qu'en février 2020). Le chargement de cargo a augmenté de 22,6% pour atteindre 2,2 Mt tandis que le déchargement a chuté à 738 000 t (-28,6%). Durant les deux premiers mois de l'année, ce sont 6 Mt de fret qui sont passés par les ports estoniens. Sur l'année 2020, les ports ont géré 37,6 Mt de fret (0,1% de plus qu'en 2019).



Infrastructure

- L'aéroport de Tallinn a lancé un appel d'offre pour agrandir la zone d'attente pour les passagers des vols Schengen pour un montant total de 1,4 M€. Les candidatures sont à envoyer avant le 16 avril.
- Estonian Railways a lancé un appel d'offre pour la conception du tronçon Saunja-Risti (candidatures avant le 23 avril). D'autres appels d'offres seront lancés cette année, notamment pour la section allant de Haapsalu jusqu'au port de Rohukula et de Haapsalu jusqu'à la commune de Laane-Nigula.

RailBaltica

- Le montant total estimé des appels d'offres pour le développement du projet Rail Baltica atteindra 2 Md€ en 2021. Pour l'heure, les contrats signés représentent 675 M€. D'ici 2026, le total des investissements de Rail Baltica sera de 5,8 Md€, financé à 85% par l'Union européenne. Pour l'année 2021, le projet va se concentrer sur la préparation des gros-œuvres.
- La municipalité de Saku et Rail Baltica ont conclu un arrangement pour la desserte de la municipalité. En plus des terminaux internationaux, 12 arrêts seront prévus en Estonie.
- Les négociations avec le Parlement européen et les Etats membres pour le financement supplémentaire de 1,4 Md€ pour Rail Baltica dans le cadre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe ont été concluantes.
- RB Rail et Trasporti e Territorio signent un contrat de 644 000 € pour les prévisions de demande. Le modèle prévisionnel sera utilisé pour prédire l'utilisation par les passagers de Rail Baltica et permettra de définir les dernières étapes de la conception et d'établir les horaires.

Routier

- Selon le ministre des Affaires économiques et de l'Infrastructure, le plan de construction de long terme des routes doit s'accompagner d'un plan de financement de long terme. Le gouvernement a discuté du calendrier et du financement de la construction d'une quatre voies sur les quatre prochaines années. Au total, sur la période 2022-2025, 345 M€ de financements sont nécessaires, 159M € peuvent être financés par des fonds externes et 186 M€ peuvent être financés par les taxes ou l'emprunt. En moyenne, le budget pour la maintenance des routes est de 178 M€ par an (hors TVA). Selon le ministère, environ 60 M à 90 M€ par an ont été alloués pour le développement de l'infrastructure routière en plus du financement habituel. Les projets de quatre voies Tallinn-Tartu et Tallinn-Pärnu devraient être achevés d'ici 2030.

Environnement

- L'Estonie devrait recevoir 3,3 Md€ du budget européen pour l'atteinte de l'objectif de neutralité climatique.
- Le gestionnaire estonien des forêts RMK a déclaré un bénéfice de 82,4 M€ en 2020 et un chiffre d'affaires de 187,5 M€ (en 2019, les montants respectifs étaient : 75,6 M€ et 218,7 M€). La moitié du bénéfice découle de la vente de bois, avec un volume de 4 M m³ (contre 3,9 M m³ en 2019).
- Le Parlement a désigné de nouveaux membres pour le conseil de surveillance de KIK (Environmental Investment Center). Anneli Akkerkmann et Martin Repinski remplaceront Merry Aart et Priit Sibul. Le Parlement a également remplacé Andres Metsoja par Yoko Alender au conseil de surveillance de RMK.
- Le Centre estonien pour l'investissement environnemental va allouer 9,3 M€ à 50 entreprises industrielles pour améliorer leur utilisation des ressources par l'introduction de solutions innovantes et de nouvelles technologies. Au total, 63 projets d'investissements seront concernés. Ces aides seront financées par le Fond européen pour le développement régional et par la mesure de soutien développée par le ministère de l'Environnement pour une utilisation efficiente des ressources.
- La collecte des charges environnementales a atteint 56 M€ en 2020, c'est 31,2 M€ de moins que ce qui a été collecté en 2019. La plus grosse différence vient des recettes issues des charges d'extractions des minéraux (17,3 M€ déclarés, une différence de 17,2 M€) et dans les charges d'élimination des déchets (15,3 M€ déclarés, 11,8 M€ de différence). La baisse s'explique par une diminution des charges liées à l'exploitation des schistes bitumeux, une plus petite production ainsi qu'une production qui a généré moins de cendres.
- L'autorité de la concurrence a autorisé l'acquisition par la ville de Tallinn et la société Utilitas de Tallinna Vesi (gestion de l'eau). United Utilities B.V (qui détenait Tallinna Vesi) vend 7,1 M d'actions (à 14,2 € l'action). La distribution sera équitable et fera de la ville de Tallinn le principal actionnaire avec 52,35% des actions. Utilitas détiendra 17,6% des parts. La transaction a été réalisée ce 31 mars, pour un montant total de 100,3 M€.
- Le recyclage des déchets organiques et la production à partir de ces déchets n'atteignent pas les obligations européennes. La collecte des déchets organiques doit se développer et s'affiner. L'Estonie



s'expose à une amende de la part de l'Union européenne. Le pays n'en recycle qu'un tiers alors qu'il devrait en recycler la moitié. Le recyclage des déchets organiques a même diminué en 2019 passant de 18% à 11% des déchets recyclés. L'Estonie se fixe comme objectif 55% de biodéchets municipaux recyclés en 2025 et 65% en 2035. Le problème vient avant tout de la collecte des déchets organiques. Sur 122 000 t générées en 2019 par les municipalités, seules 29 000 ont été collectés séparément. Les capacités de recyclage du pays sont également limitées. Selon le ministère de l'Environnement, le pays est capable de gérer 37 500 t de déchets alimentaires par an (à composter ou utiliser pour la production de biogaz).

- L'Estonie souhaite améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments gouvernementaux ou pour la construction de nouveaux bâtiments neutre en énergie pour 9,3 M€. L'appel à projets est ouvert jusqu'au 20 mai pour tous les gestionnaires ou propriétaires de bâtiments gouvernementaux ou utilisés par le gouvernement. L'entreprise d'Etat de gestion immobilière, RKAS, devrait être le principal participant. Les projets sélectionnés pourront disposer d'une aide allant jusqu'à 900 €/m² et seront financés par le ministère des Finances.
- Crime contre l'environnement : une augmentation en nombre et en intensité au niveau européen. En Estonie, la hausse était de l'ordre de 5-7% (le nombre de crimes environnementaux tournait entre 21 et 41 sur les cinq dernières années). 19 nouvelles procédures ont été ouvertes en 2020, dont 10 pour dommage à la faune naturelle et 5 pour des coupes illégales de bois. Au printemps dernier, les ministres de l'Environnement, de la Justice et de l'Intérieur avaient appelé à faire des crimes environnementaux une priorité de la politique criminelle.
- La pression sur les forêts protégées s'accroît depuis 2015. En 2017, 310,5 ha de forêt ont été coupés dans des zones de conservation ou de gestion spéciales (contre 132,3 ha en 2008). Jevgeni Ossinovski (député du parti social-démocrate) demande que l'exploitation forestière soit réduite. Les députés du parti ont exprimé leurs inquiétudes au ministre de l'Environnement Tõnis Mölder. 50% des arbres coupés en Estonie servent à la production d'énergie par combustion.
- Le ministère de l'Environnement serait prêt à autoriser le transfert entre navires de produits chimiques et pétroliers dans des zones définies, sans évaluation des impacts sur l'environnement, en levant l'interdiction en place.
- Le comité parlementaire sur l'environnement souhaite faire voter un amendement sur une plus grande flexibilité dans l'allocation des permis d'émissions. Cet amendement permettrait de mettre en œuvre la réglementation européenne dans le droit national.
- Le maire de Tallinn appelle à une utilisation des fonds de soutien européens dirigée vers un futur écologique des villes à la réunion des maires des capitales européennes. La ville de Tallinn prépare un plan de grande ampleur pour la réduction des émissions de dioxyde de carbone et pour le passage vers une économie circulaire durable. La ville va diriger la coopération entre villes européennes pour le développement durable. Cette coopération regroupe 19 villes européennes qui visent à mettre en œuvre les ODD des Nations Unies au niveau local. Tallinn rejoint le programme d'évaluation des destinations durables pour le tourisme. La ville est également candidate au titre de Capitale Verte Européenne en 2023. Elle vise l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050. Elle a publié ce 24 mars son plan d'action climatique en mettant l'accent sur les énergies renouvelables et la réduction de l'impact de l'habitation urbaine et de l'économie urbaine sur le climat.

© Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @DGTresor_Poland

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.